

FAIM « ZÉRO » À MONTRÉAL



PHASE 1 MÉTAPORTRAIT DES PUBLICATIONS PORTANT SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MONTRÉAL DEPUIS 2006

Octobre 2018

Rapport présenté par la

Réalisé par Marina Jolly et Judith Colombo



Fondation du Grand Montréal

récolte

Mot du Président-directeur général de la Fondation du Grand Montréal	1
CONTEXTE	2
MÉTHODOLOGIE	
Une approche intégrée et collective	3
Méthodologie	6
Limites	7
RÉSULTATS	
Faits saillants de l'analyse quantitative	8
Faits saillants de l'analyse par fonctions écosystémiques	14
Faits saillants de l'analyse qualitative	16
CONCLUSIONS	
Un certain nombre de consensus dans les publications	26
Un portrait incomplet de l'écosystème	26
Des bases à compléter pour réaliser une ÉSAC	27
PISTES DE DISCUSSIONS	
Intégrer l'insécurité alimentaire à une vision plus large	27
Intégrer l'enjeu de la sécurité alimentaire à la planification territoriale	28
Considérer la sécurité alimentaire comme un sujet de recherche multidisciplinaire et multipartenarial	28
Autonomiser les différents acteurs	28
LA SUITE DES CHOSES	29
ANNEXES	30
BIBLIOGRAPHIE	32

Récolte est une organisation à but non lucratif dont la mission consiste à renforcer l'impact et la pérennité des projets en innovation sociale alimentaire, c'est-à-dire ceux qui nous permettent de nous alimenter d'une manière écologique, abordable et saine. Récolte les accompagne en contribuant à créer les conditions favorables à leur essor et en travaillant à lever les barrières qui freinent les porteurs de projet. Son action se décline en deux volets principaux: services-conseils en stratégie, communication et recherche; et développement de projets collaboratifs. Ses objectifs? Aider les porteurs de projet à développer les compétences dont ils ont besoin, soutenir leurs efforts de mobilisation, et leur permettre de créer des maillages avec une diversité d'acteurs.

L'approche est donc à la fois écosystémique, et ancrée dans notre territoire.

MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION DU GRAND MONTRÉAL



Souffre-t-on de la faim à Montréal?

Oui.

Notre rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* publié en 2017 l'a amplement démontré. Au quotidien, le problème de la faim a un impact dramatique sur la réussite scolaire, la vie familiale et la santé, tant physique que mentale. Pourtant, une multitude d'acteurs tant communautaires, privés et gouvernementaux que philanthropiques s'y consacrent. Qu'est-ce qui explique une telle situation? Et comment y remédier?

Nous sommes très fiers de publier ce *Métaportrait des publications portant sur la sécurité alimentaire à Montréal depuis 2006*. Il constitue la première phase du grand projet *Faim « Zéro » à Montréal* qui vise à cartographier l'écosystème montréalais en sécurité alimentaire. Pour la première fois à Montréal, un rapport dresse un état des lieux des connaissances sur l'enjeu de la sécurité alimentaire à l'échelle de l'île. Cette publication vient répondre à plusieurs besoins majeurs : elle répertorie ce qui a été étudié, mais identifie aussi les lacunes sur le sujet, les composantes moins étudiées, et précise les besoins à combler afin de mieux comprendre les problèmes liés à l'insécurité alimentaire à Montréal.

Nous souhaitons que le plus grand nombre d'acteurs possible s'approprie la démarche et ses résultats, et que des initiatives concertées se développent afin que l'objectif *Faim « Zéro » à Montréal* se concrétise, et ce, en relation avec l'objectif du gouvernement canadien de réduire de moitié la faim d'ici 2030.

En terminant, je tiens à remercier chaleureusement Récolte pour la réalisation de cette excellente recherche, les membres du groupe stratégique pour leur implication dans cette initiative, et tous les acteurs gouvernementaux, communautaires, privés et philanthropiques de l'écosystème qui y participent. Une telle démarche ne serait pas réalisable sans les précieux donateurs qui y contribuent, et je les en remercie.

Yvan Gauthier

Président-directeur général
Fondation du Grand Montréal

CONTEXTE

L'édition 2017 du rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* a révélé qu'à Montréal, le pourcentage des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave était de 11 %, comparativement à une moyenne canadienne de 8 %. Pourtant, une multitude d'acteurs communautaires, privés, gouvernementaux et philanthropiques se consacrent à cet enjeu. À peu près dans les mêmes temps, le conseil d'administration de la Fondation du Grand Montréal (FGM) adoptait les Objectifs de développement durable des Nations Unies pour guider ses orientations, et notamment l'objectif « Faim Zéro ». Après avoir consulté un grand nombre d'intervenants dans la lutte contre la faim, la FGM a constaté la nécessité de se doter d'une représentation de l'écosystème en sécurité alimentaire, pour mieux se comparer à d'autres villes et déterminer les investissements requis grâce à une vision d'ensemble de l'enjeu de la sécurité alimentaire, qui inclut en son cœur le problème de la faim. La FGM a alors mis sur pied un groupe stratégique pour favoriser le partage des connaissances, mobiliser les acteurs de l'écosystème et envisager une action collective. L'objectif de la démarche ainsi lancée est de dresser, de façon collaborative, une représentation de l'ensemble des connaissances, des acteurs, mais aussi des défis et des opportunités sur le territoire. Il ne s'agit pas d'une solution miracle ou clé en main qui éliminera la faim dès demain, mais d'une démarche qui permettra d'établir les besoins, de préciser les stratégies et de mieux guider les investissements collectifs à réaliser pour lutter contre l'insécurité alimentaire grâce à une vision et une action intégrées sur notre territoire.

Constitution du groupe stratégique (octobre 2018)

- Centraide du Grand Montréal
- Le Conseil du système alimentaire montréalais (Conseil SAM)
- Le Dépôt centre communautaire d'alimentation
- La Direction régionale de santé publique (CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal)
- La Fondation du Grand Montréal
- La Fondation Lucie et André Chagnon
- La Fondation McConnell
- Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)
- Le groupe McKinsey
- Moisson Montréal
- La Ville de Montréal
- Récolte
- Esplanade

Le mandat du groupe est de partager les connaissances, de mobiliser les acteurs de l'écosystème, de participer à la validation et à la diffusion des résultats du projet, et d'identifier des solutions concertées et orientées vers l'action collective.

Dans cette optique, le groupe stratégique s'est engagé dans une démarche de cartographie écosystémique inspirée de celle qui a été menée par la Victoria Foundation de 2012 à 2013. La première étape de cette initiative collaborative a consisté à réaliser un métaportrait des articles, rapports et autres sources de connaissances qui contribuent **explicitement** à éclairer l'enjeu de la sécurité alimentaire à l'échelle de l'île de Montréal.

Les objectifs de ce métaportrait sont triples :

1. Identifier les zones d'ombre dans nos connaissances collectives du territoire
2. Se doter d'un point de départ commun et d'une vision d'ensemble pour le reste de la démarche
3. Susciter des projets de recherche complémentaires pour éclairer les zones d'ombre identifiées et aller vers une réelle évaluation de la sécurité alimentaire à l'échelle de l'île de Montréal

Et après?

Le projet de cartographie écosystémique est la première étape d'une démarche à long terme qui vise à contribuer à réduire la faim et à améliorer la sécurité alimentaire sur l'île de Montréal, ainsi qu'à ancrer l'approche écosystémique dans les pratiques des acteurs. Le Métaportrait des publications portant sur la sécurité alimentaire à Montréal depuis 2006 alimentera la dizaine de séances collectives qui seront organisées entre septembre 2018 et le printemps 2019 pour recueillir les connaissances tacites d'acteurs représentant les différentes parties prenantes du territoire. Leurs défis, leurs facteurs-clés de succès et les dynamiques qui les

lient enrichiront la cartographie de l'écosystème. L'impact recherché est multiple : informer et sensibiliser la communauté montréalaise, susciter des projets de recherches complémentaires pour augmenter nos connaissances, nourrir la prise de décision (organismes, bailleurs de fonds, institutions) et assurer la pertinence des projets stratégiques collaboratifs qui découleront de la démarche. Nous souhaitons que le plus grand nombre possible d'acteurs s'approprient les résultats et mettent en place des stratégies collectives qui répondront aux défis identifiés, dans le respect de la mission de chacun.

MÉTHODOLOGIE

UNE APPROCHE INTÉGRÉE ET COLLECTIVE

Le rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* (2017), qui a poussé la FGM à enclencher la démarche de cartographie écosystémique, est structuré autour de dix des objectifs de développement durable des Nations Unies. L'un d'entre eux, « Faim Zéro », est ainsi défini : « Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition ». La FGM a choisi de s'engager dans cet objectif en luttant contre l'insécurité alimentaire, en particulier chez les enfants. Pour Statistique Canada, l'insécurité alimentaire se réfère à un « accès inadéquat ou incertain aux aliments en raison d'un manque de ressources financières » (Tarasuk, 2018).

À Montréal, 11,3 % des ménages souffrent d'insécurité alimentaire, selon le rapport *Signes vitaux des enfants du Grand Montréal* (2017). La gravité de cet enjeu social et de santé publique fait l'objet d'un consensus dans les milieux universitaires, institutionnels et communautaires. Étant étroitement lié à d'autres enjeux sociétaux actuels, il est aussi visé, directement ou indirectement, par plusieurs politiques, programmes et cadres de référence gouvernementaux (voir Annexe 1). Pour refléter cette complexité et bien comprendre les enjeux influant sur notre territoire en vue de faciliter les actions collectives, notre approche se fonde sur trois concepts interreliés : la sécurité alimentaire, l'approche écosystémique et l'évaluation de la sécurité alimentaire d'une communauté (ou ÉSAC). La démarche est innovante et ambitieuse, d'où l'importance de prendre le temps de bien la définir.

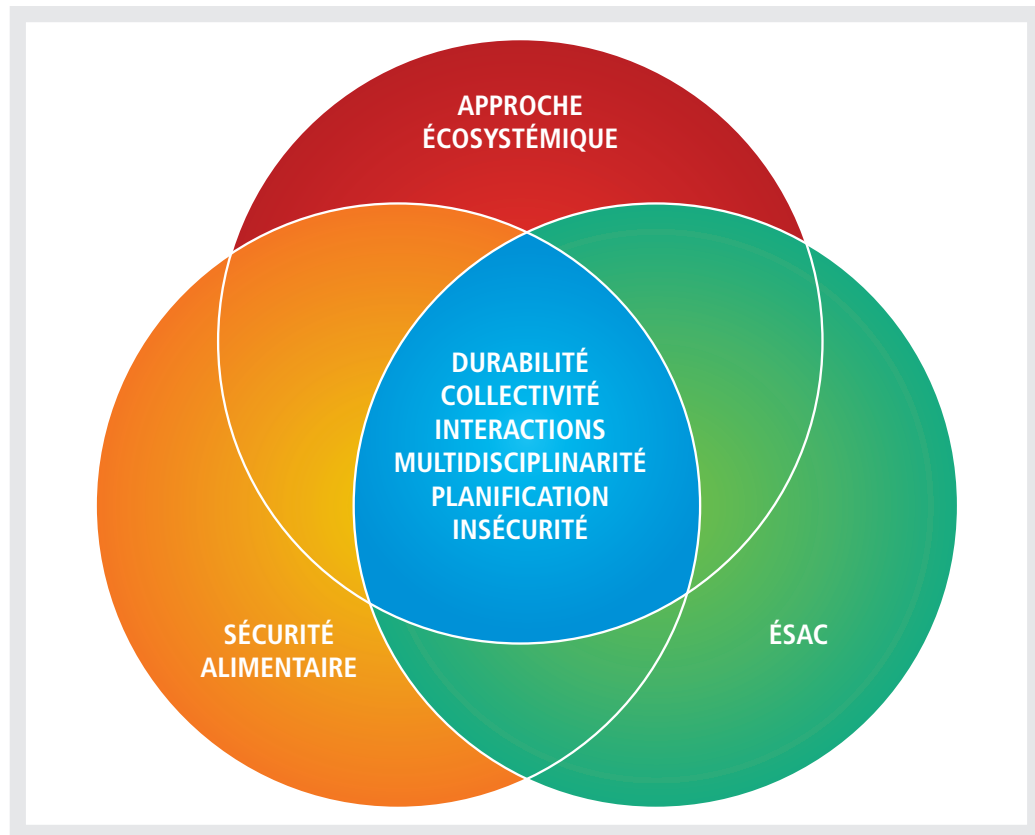


Schéma 1. Représentation des points communs entre les trois concepts mobilisés

***Insécurité alimentaire et sécurité alimentaire :
des enjeux liés, mais distincts***

L'insécurité alimentaire se mesure à l'échelle de l'individu (ou du ménage) et est, à ce titre, une des composantes de la sécurité alimentaire d'une communauté. Elle est influencée par plusieurs facteurs sociaux, économiques, politiques, culturels et environnementaux. Admettons que tous les résidents de l'île de Montréal aient demain matin les moyens financiers de se nourrir, cela ne signifie pas automatiquement qu'ils auront un accès géographique aisé à des aliments nutritifs et sains, produits et distribués de manière à respecter l'intégrité de nos écosystèmes pour les générations à venir, qui rétribuent de manière juste les producteurs québécois, ou même que ces résidents aient le temps, le goût ou les capacités de cuisiner à partir des aliments disponibles. Tous ces enjeux sont interreliés et modelés par l'action d'une multitude d'acteurs économiques, institutionnels et communautaires, à différentes échelles temporelles et géographiques. Nous avons donc retenu une définition intégrative de la sécurité alimentaire :

1. Chacun a, à tout moment, les moyens tant physiques qu'économiques d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine
2. L'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie
3. L'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré
4. Les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur le plan personnel et culturel
5. Les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine
6. La consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales à la fois justes, équitables et morales
7. Les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse d'un système agroalimentaire durable

Source : Pageau et al. (2008)

L'adoption d'une approche écosystémique pour aller vers la sécurité alimentaire

L'approche écosystémique est « une stratégie d'analyse et d'action qui considère l'élément traité comme partie intégrante d'un écosystème, soit un complexe dynamique et cohérent formé [des humains et autres] organismes vivants, et de l'environnement dans lequel et avec lequel ils interagissent » (Vivre en ville). Elle vise à préserver la viabilité de nos écosystèmes et leurs fonctions essentielles aux activités humaines. Appliquée à la question de la sécurité alimentaire, cette approche implique de considérer toutes les activités de la chaîne alimentaire locale, mais également les acteurs qui y jouent un rôle, leurs relations, ainsi que les interactions avec les écosystèmes naturels affectés tout au long de la chaîne. Elle permet ainsi d'intégrer la complexité inhérente au système agroalimentaire avec, comme objectif, la sécurité alimentaire de notre communauté (Cole, 2018; TEEB, 2018).

Cette approche est pertinente pour notre démarche puisqu'elle inclut la faim comme un enjeu majeur, mais va au-delà en se donnant comme vision la résilience, la santé, la dignité et l'autosuffisance de la communauté (IUCN, 2013). Elle aide à s'attaquer à des enjeux complexes ayant des causes multiples, comme c'est le cas pour l'insécurité alimentaire, tout en brisant les silos présents au long de la chaîne alimentaire (Ericksen, 2007). Considérer l'insécurité alimentaire sous l'angle du dépannage d'urgence et comme un enjeu à part et autonome revient à laisser de côté des causes et des acteurs majeurs et présente le risque de générer des solutions inefficaces qui pourraient même avoir des impacts socio-écologiques négatifs à long terme (National Research Council and Institute of Medicine, 2013; IUCN, 2013). Or, l'approche écosystémique pallie ces risques en aidant à identifier les enjeux sous-jacents et en offrant un cadre d'action intégré permettant de peindre un portrait nouveau et complet qui intègre l'insécurité alimentaire à la sécurité alimentaire.

Pour bien démarrer : une évaluation de la sécurité alimentaire de la communauté

TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) est une initiative lancée dans le cadre du programme des Nations Unies pour l'environnement qui rassemble des scientifiques, des décideurs politiques et des représentants de producteurs de plus de trente pays. Dans un rapport publié en 2018, ce groupe en appelle à une « pensée systémique » pour générer des solutions qui prennent en compte la complexité de la question alimentaire et affirme que la sécurité alimentaire des communautés est une condition préalable nécessaire à la sécurité alimentaire individuelle.

Comment appliquer cette recommandation? En commençant par évaluer nos écosystèmes alimentaires locaux.

La démarche dite de « *community food security assessment* » (évaluation de la sécurité alimentaire d'une communauté, ou ÉSAC) est régulièrement appliquée depuis quelques décennies aux États-Unis et dans d'autres communautés au Canada. Elle a comme point de départ les besoins alimentaires des communautés à bas revenus et vise à concevoir des stratégies collectives appropriées et cohérentes (qu'elles soient économiques, politiques ou communautaires) pour améliorer la sécurité alimentaire à l'échelle locale (Winne, 1997; Pothukuchi, 2004) et donc réduire l'insécurité alimentaire des personnes à bas revenu. Elle reflète les dynamiques, les objectifs, les ressources et les besoins de la communauté évaluée et a quatre objectifs (Cohen, 2002) :

1. Comprendre l'écosystème alimentaire local
2. Guider l'établissement d'objectifs
3. Nourrir la prise de décision
4. Établir un système de mesures à long terme dotées d'une série d'indicateurs clairs

À notre connaissance, aucune évaluation de la sécurité alimentaire n'a été réalisée selon cette méthode pour Montréal. Notre démarche permettra de faire un premier pas dans cette direction en générant une cartographie de l'écosystème local sous l'angle de la sécurité alimentaire.

MÉTHODOLOGIE

Bien qu'il ne constitue pas une méta-analyse au sens académique du terme, le métaportrait a été réalisé selon une méthodologie s'inspirant d'une démarche de méta-analyse. Voici quelles ont été les étapes de réalisation :

1. Création d'un modèle de fiche technique et choix d'une définition-cadre de la sécurité alimentaire
La fiche a été validée par une professionnelle de recherche du Centre d'étude en responsabilité sociale et écocitoyenneté, et la définition-cadre a été discutée avec le groupe stratégique de la démarche de cartographie écosystémique. La définition-cadre est celle présentée dans la partie précédente.
2. Revue de littérature grise et scientifique des documents existants
Plusieurs stratégies ont été utilisées : recherches Web (Google, bases de données type *Web of Science*, sites Web de sources pertinentes, comme la Direction régionale de santé publique); bibliographies des documents répertoriés; envoi de documents par le groupe stratégique; publications des chercheurs repérés. La recherche de publications s'est arrêtée au 31 juillet 2018.
3. Réalisation d'entrevues pour les démarches en cours
Plusieurs projets de recherche portant sur la sécurité alimentaire sont actuellement en cours à Montréal, par exemple le diagnostic sur les pratiques en sécurité alimentaire réalisé par Moisson Montréal. Dans ces cas-là, des entrevues ont été réalisées à l'aide d'une version des fiches techniques qui ne comportait pas de question sur les résultats ou les conclusions des projets.
4. Création de fiches techniques pour chaque document
5. Synthèse des fiches techniques dans une matrice multicritères. La liste des critères est fournie en annexe.
6. Analyse et rédaction du rapport

L'analyse a consisté à réaliser une synthèse quantitative et qualitative de la matrice multicritères (voir Annexe 2). Elle permet de comprendre comment la sécurité alimentaire est étudiée à Montréal, par qui, sous quel angle, et avec quels résultats. Elle se veut la plus objective possible et ne porte pas de jugement quant aux résultats des documents répertoriés. Son ambition n'est pas de trouver LA cause du taux d'insécurité alimentaire à Montréal (si tant est qu'il y en ait une

seule), mais bien de faire le point sur ce que nous avons produit collectivement comme études sur cet enjeu, avec quelle vision et quelle approche, et de suggérer des pistes pour en améliorer la compréhension.

Les fonctions écosystémiques telles que définies en 2013 par la cartographie de la Victoria Foundation (qui a inspiré ce projet) ont été intégrées comme des critères de la matrice :

- > Fonctions de l'écosystème alimentaire :
 - Production locale d'aliments
 - Stockage et transformation
 - Réseau de distribution
 - Récupération et gaspillage
 - Accès et consommation
 - Connaissances
- > Fonctions de soutien et de développement :
 - Coordination et collaboration
 - Actifs et ressources
 - Innovation et pratiques

Méthodes utilisées pour l'analyse qualitative

L'analyse qualitative est fondée sur trois types d'information issus des documents répertoriés :

les mots-clés, les constats principaux et les recherches complémentaires suggérées par les auteurs (le cas échéant). Chacune de ces analyses a permis de mettre en lumière différents éléments de nos connaissances collectives sur l'enjeu de la sécurité alimentaire à Montréal.

Analyse par mots-clés

L'objectif est d'identifier les dimensions les plus étudiées de la sécurité alimentaire. Nous avons donc réalisé cette analyse en fonction de deux cadres issus de l'approche présentée plus haut :

- > Les dimensions de la définition de sécurité alimentaire retenue pour ce travail (Pageau et al., 2008)
- > Les dimensions de l'évaluation de la sécurité alimentaire d'une communauté (adapté de Cohen, 2002)

La liste et la description de ces dimensions sont fournies dans l'Annexe 3.

Principales étapes de l'analyse par mots-clés :

1. **Création des listes de mots-clés** : Identifier les différents enjeux et caractéristiques de la sécurité alimentaire abordés dans le cadre de chacune des études répertoriées sous la forme de mots-clés (de 4 à 7 mots selon le cas). Lorsque les auteurs proposaient une liste de mots-clés pour leur étude, celle-ci était révisée et, au besoin, complétée.
2. **Classification des mots-clés** : Associer les mots-clés relevés aux différentes dimensions de la sécurité alimentaire selon les trois concepts présentés plus haut.
3. **Analyse quantitative des résultats** : Comptabiliser l'occurrence de chacune des dimensions dans l'ensemble des documents recensés.

Analyse des constats et des recherches complémentaires suggérées par les auteurs

L'analyse de l'information recueillie sur les constats et les recherches complémentaires suggérées a été traitée au moyen d'une approche purement qualitative. D'abord, l'information a été repérée dans chacun des documents recensés, puis répertoriée dans la matrice multicritères. Ensuite, un regroupement des idées a été effectué en catégories déterminées de façon empirique afin de les présenter de façon plus synthétique. Nous présentons les faits saillants de cette analyse dans la section « Résultats ».

LIMITES

Le métaportrait n'est pas une analyse exhaustive de tous les documents portant sur le système alimentaire montréalais, mais bien une synthèse de ceux qui font un lien **explicite** avec la sécurité alimentaire, et qui respectent les critères d'inclusion et d'exclusion suivants :

Critères d'inclusion

- Paru après 2006
 - Échelle d'étude incluant tout ou partie de l'île de Montréal (donc excluant les extrapolations et les moyennes obtenues à partir d'études statistiques à grande échelle)
- En revanche, les publications considérant tout le Québec mais qui donnent aussi des informations spécifiques sur l'île de Montréal ont été incluses.

Critères d'exclusion

- Thèses et mémoires d'étudiants
 - Absence de lien explicite et nommé avec la sécurité alimentaire
- Par exemple, un rapport publié par la Direction régionale de santé publique sur le coût du panier moyen ou la saine alimentation dans les écoles n'aura pas été recensé s'il ne mentionnait pas le terme « sécurité alimentaire ». La raison est double : circonscrire et simplifier la recherche pour respecter le délai imparti, et surtout cerner comment nous nous approprions le concept de sécurité alimentaire dans notre communauté, à quels autres enjeux nous le liions clairement, et quelle vision minimale nous pouvons extraire de ce fait.
- Publication multiple des résultats d'une même recherche

Malgré le soin apporté à la collecte de documents, il est possible que certains documents correspondant pourtant aux critères n'aient pas été répertoriés, notamment ceux produits par des organismes communautaires n'ayant pas été largement diffusés. Les séances collectives organisées de septembre à mars permettront de pallier cette lacune.

Afin d'assurer le plus d'objectivité possible à la démarche, les articles, les fiches et la matrice ont fait l'objet d'une double lecture et d'échanges entre les deux chercheuses. Cependant, comme pour toute démarche de type qualitative, des biais d'interprétation demeurent possibles.

RÉSULTATS

FAITS SAILLANTS DE L'ANALYSE QUANTITATIVE

Les 48 documents recensés ont été intégrés à la matrice de synthèse. Une première analyse de type quantitative a été réalisée pour chaque critère de la matrice, afin de générer des statistiques visant à détailler le type de publications accessibles qui se positionnent explicitement comme relevant du sujet de la sécurité alimentaire.

Type de documents recensés

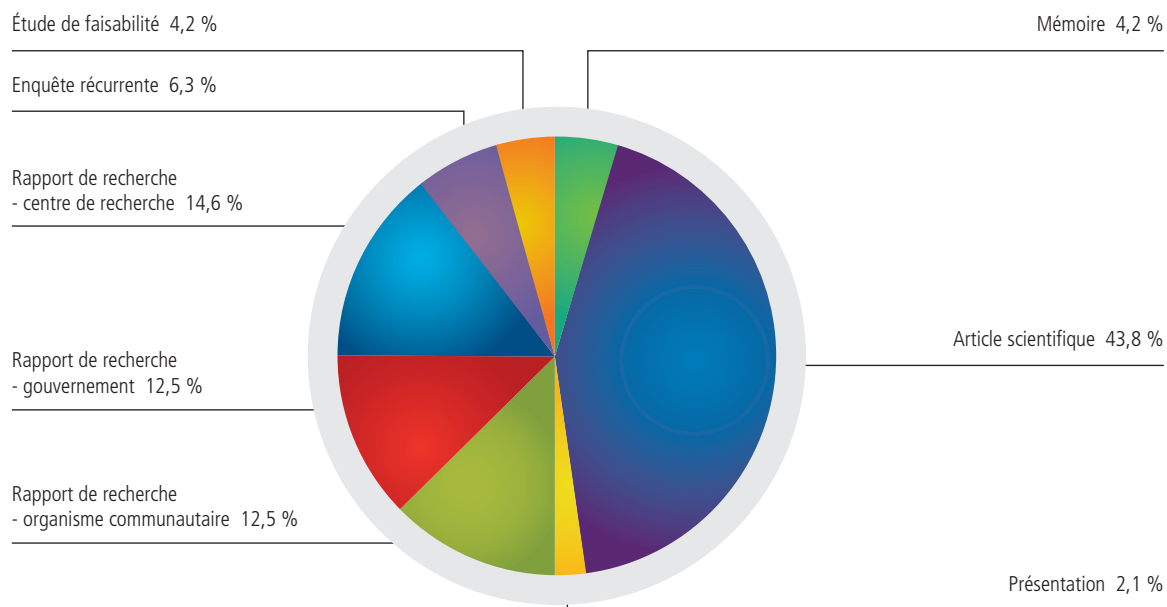


Schéma 2. Répartition des publications en fonction des types de documents recensés

- > Les articles scientifiques constituent près de la moitié des documents recensés
- > La faible part des rapports de recherche publiés par des organismes communautaires pourrait s'expliquer par la difficulté à accéder librement et en ligne à ces documents; il est probable qu'en réalité, il existe plusieurs rapports de ce type difficilement accessibles en ligne
- > Une seule étude de faisabilité a été recensée; or, ce type d'étude présente un intérêt pour les porteurs de projets et les bailleurs de fonds

Nombre de publications par année

Bien que l'échantillon soit relativement restreint et qu'il existe des variations d'année en année, la tendance entre 2006 et 2018 est à l'accroissement du nombre de publications annuelles se réclamant de la sécurité alimentaire. Trois études étaient en cours au moment de rédiger ce rapport.

Échelle géographique considérée

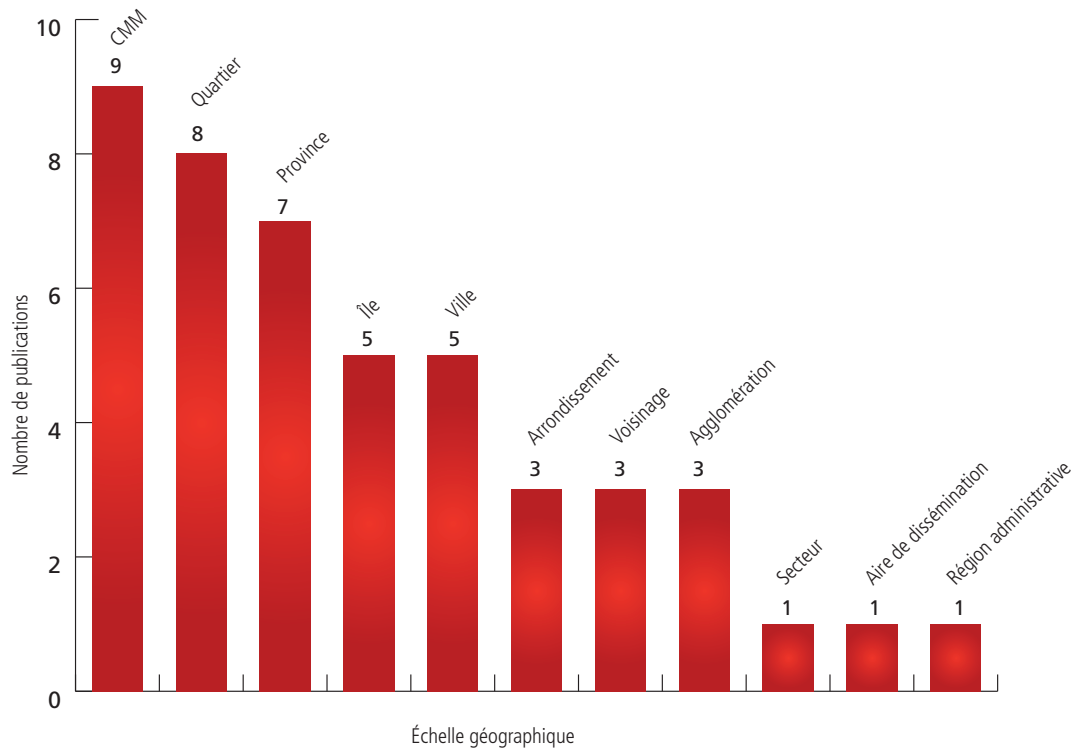
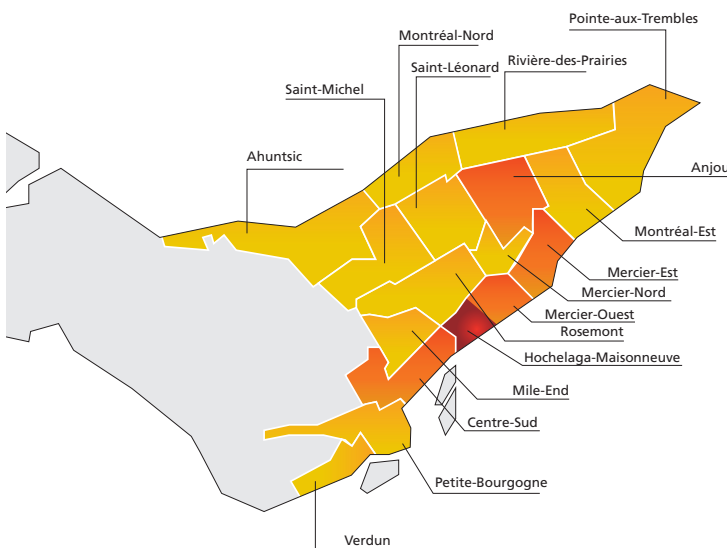


Schéma 3. Échelles géographiques utilisées dans les publications



Nombre de publications



Quartiers* les plus représentés dans les 48 publications recensées

* Quartiers sociologiques et quartiers de références en habitation

- > L'échelle la plus couramment considérée est celle de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), suivie de près par celle du quartier
- > Les quartiers ne sont cependant pas tous étudiés, selon les publications que nous avons pu recenser
- > Les échelles comme le voisinage ou l'aire de dissémination ont été créées de manière plus ou moins artificielle pour des besoins de recherche et de statistiques particuliers
- > Il n'existe pas d'harmonisation quant aux échelles considérées, ni de réplification des analyses à des échelles similaires; il est donc difficile de comparer les résultats des publications, même pour celles portant sur la même échelle (qui émanent d'auteurs différents utilisant des méthodologies variées), et leur superposition donne un portrait incomplet

Mandataires et bailleurs de fonds

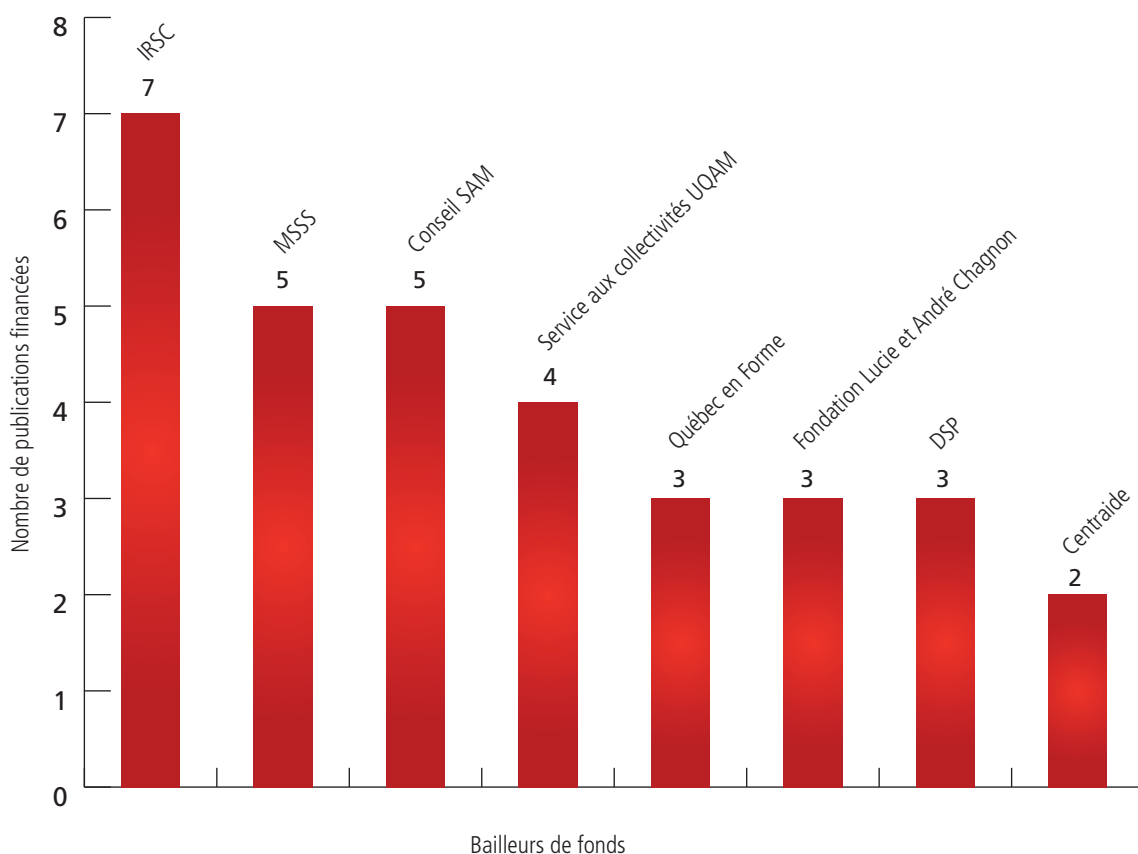


Schéma 4. Nombre de publications financées par chaque bailleur de fonds

La majorité des publications recensées n'ont pas été commandées par un mandataire. Parmi celles qui l'ont été, huit ont été commandées par le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), qui est ainsi le mandataire le plus important. De plus, le MSSS arrive en deuxième place des bailleurs de fonds les plus actifs, ayant financé cinq des publications recensées. Ce résultat est cohérent avec le fait que plus d'un quart des publications recensées sont des rapports de recherche gouvernementaux ou de centres de recherche, provenant notamment de la Direction régionale de santé publique, de l'Institut national de santé publique

du Québec (INSPQ) ou de la Chaire de recherche Approches communautaires et inégalités de santé (CACIS). Le bailleur de fonds le plus important est Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), ce qui est cohérent avec la prépondérance des articles scientifiques dans le recensement. L'implication du MSSS et des IRSC laissent présager que la composante « santé » de la sécurité alimentaire sera fortement représentée dans les publications.

À noter, toutes les publications n'ont pas bénéficié d'un soutien financier, ou n'en ont pas fait mention.

Sujets considérés

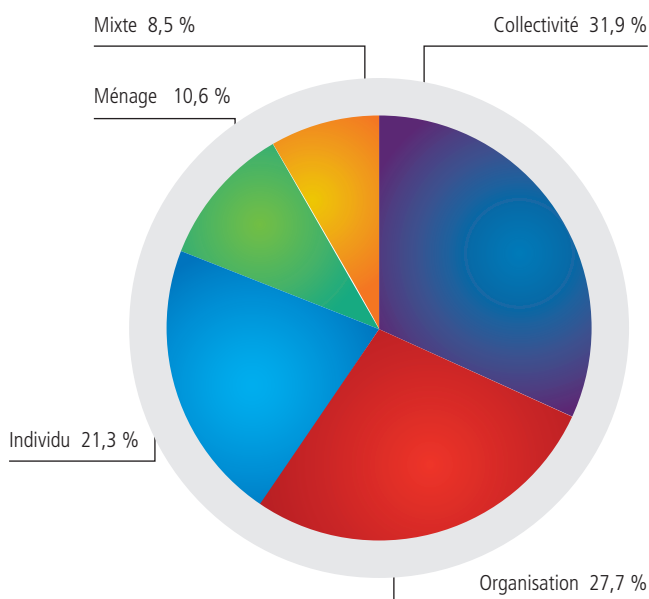


Schéma 5. Répartition des publications en fonction des sujets considérés

- > Les publications prenant l'individu ou le ménage comme sujet d'étude sont majoritairement les articles scientifiques ou les rapports de recherche reposant sur des données statistiques transversales et/ou longitudinales
- > Les publications qui considèrent la collectivité ou les organisations mobilisent des cadres différents, et ne sont pas harmonisées ni répliquées; cela complique encore une fois la comparaison et ne permet pas de générer un portrait complet de l'écosystème ou encore des besoins et défis des organisations qui y évoluent

Définition de la sécurité alimentaire mobilisée

Près de 75 % des publications ne précisent pas quelle définition elles donnent à la sécurité alimentaire, et il n'y a pas de consensus parmi celles qui définissent le concept. La définition la plus utilisée (trois occurrences) est celle créée en 1996 par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Or, cette définition a fait l'objet de mises à jour depuis, et peut donc être considérée comme obsolète. Il est ainsi

impossible de déterminer si les publications partagent un cadre ou une vision commune, et compliqué de générer des stratégies collectives intégrées sur cette base.

Sources primaires et secondaires des données utilisées

60 % des publications utilisent ou génèrent deux sources de données. Le sondage est la méthode la plus utilisée pour générer des données (30 % des publications). Viennent ensuite les groupes de discussion et les entrevues (21 % des publications ont eu recours à chaque méthode). La base de données existante la plus utilisée est Statistique Canada (21 % des publications). Il est à noter que les publications n'ont pas recours en majorité aux données disponibles les plus récentes, qui datent de 2011, cela étant probablement dû à la période qui s'écoule entre le début d'un projet de recherche et la publication de l'article.

La combinaison la plus fréquente de sources de données est « Base de données statistiques » et « Géolocalisation », suivie de « Entrevues » et « Groupes de discussion ».

Encore une fois, autant les méthodologies que les sources de données utilisées ne sont pas harmonisées et permettent difficilement de suivre l'évolution de la situation dans le temps ou encore d'avoir un portrait statistique très fin.

Type de données utilisées (primaires ou secondaires)

Près de la moitié des publications reposent uniquement sur des données primaires, c'est-à-dire générées par les auteurs; 31 % utilisent des données secondaires, et 23 % un mélange de données primaires et secondaires. Les données primaires sont majoritairement produites par des activités de consultation des sujets ou des bénéficiaires de la publication (sondage, entrevues, groupes de discussion) plutôt que par de l'observation ou des mesures.

Implication des sujets et des bénéficiaires des publications

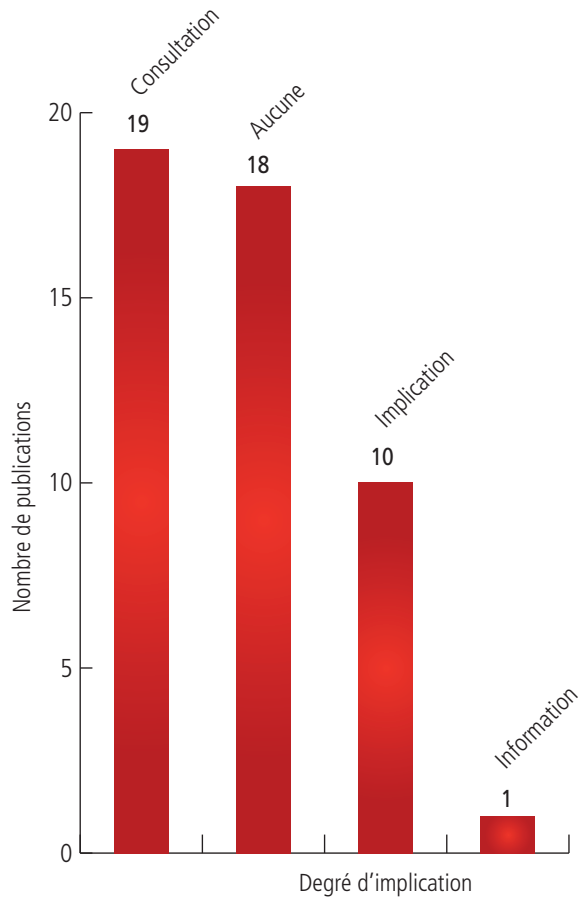


Schéma 6. Prévalence de chaque degré d'implication des sujets dans les publications

- > La consultation est la manière privilégiée d'impliquer les sujets et les bénéficiaires
- > Plus d'un tiers des publications n'impliquent pas du tout les sujets ni les bénéficiaires
- > La pratique consistant à associer les sujets et bénéficiaires au projet est relativement récente : la première publication à les impliquer réellement dans tout le processus (élaboration du cadre, de la stratégie, etc.) date de 2012, et plus des deux tiers des publications ayant intégré une activité de consultation sont parues en 2015 et après

Type d'approche (quantitative, qualitative ou mixte)

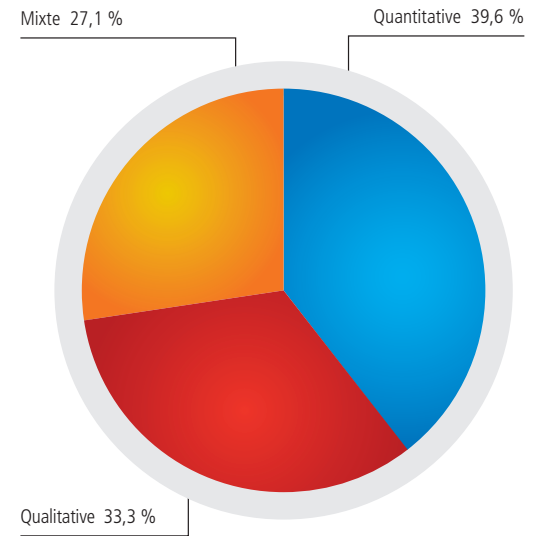


Schéma 7. Type d'approche utilisé

On remarque un équilibre entre les différentes approches.

Type de méthodologie
(transversale, longitudinale, etc.)

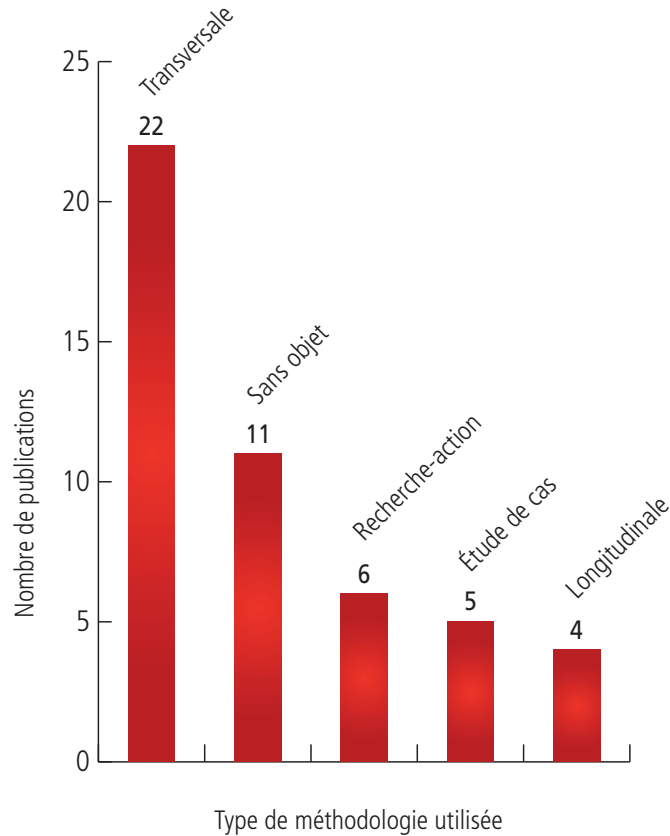


Schéma 8. **Prévalence des types de méthodologies utilisées dans les publications**

La méthodologie transversale est la plus représentée parmi les publications recensées. Cela s'explique en partie par le recours aux enquêtes de Statistique Canada et à d'autres bases de données offrant des « photographies statistiques » d'un instant donné. Ce type de méthodologie est plus aisé à mettre en place qu'une réelle étude longitudinale. La deuxième colonne de ce schéma indique simplement que parmi les publications se retrouve une diversité de documents qui n'ont pas été produits par des centres de recherche ou selon des méthodologies scientifiques et de recherche.

FAITS SAILLANTS DE L'ANALYSE PAR FONCTIONS ÉCOSYSTÉMIQUES



Schéma 9. Représentation visuelle des fonctions les plus représentées dans les publications recensées

Cette analyse permet d'illustrer un certain nombre de zones d'ombre dans notre connaissance des fonctions écosystémiques à partir des publications recensées :

- > Production
- > Stockage et transformation
- > Récupération et gaspillage
- > Actifs et ressources
- > Connaissance et éducation

En revanche, les fonctions « Réseau de distribution » et « Accès et consommation » sont significativement plus présentes dans les publications.

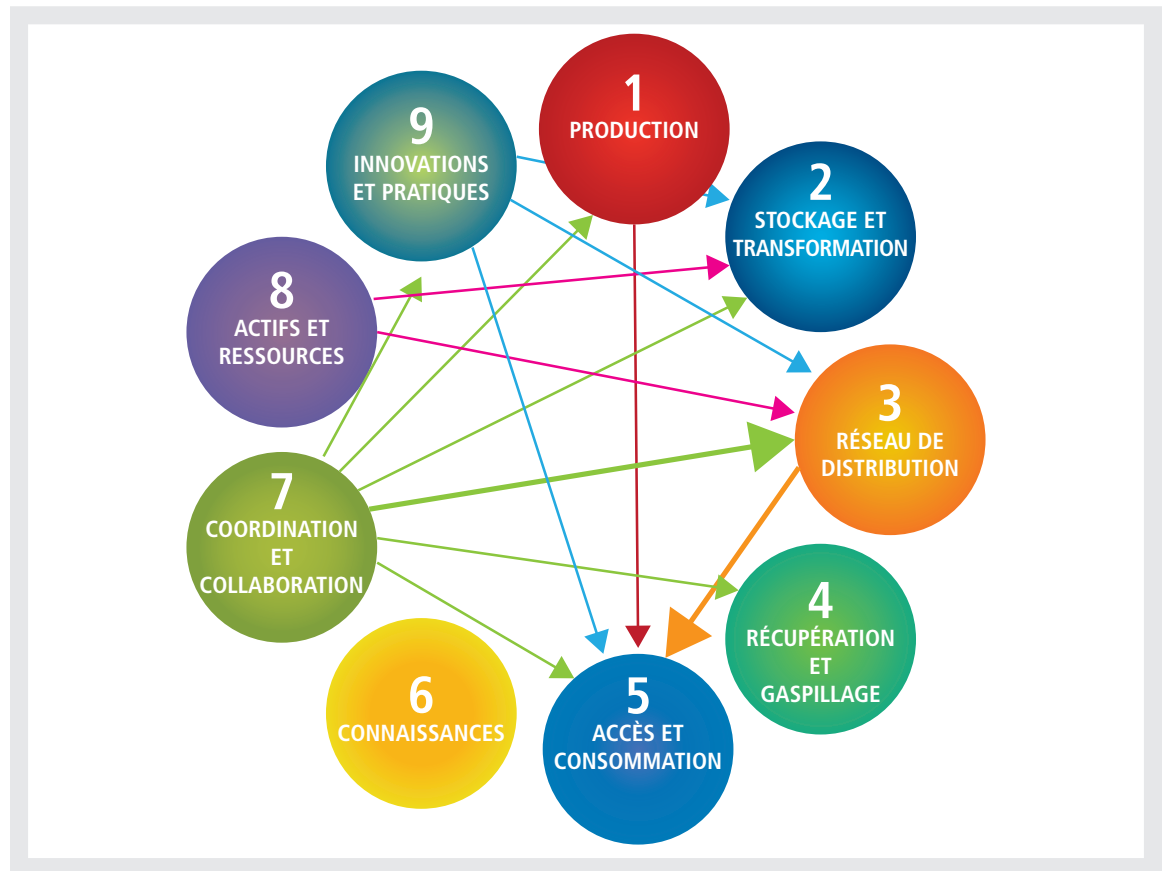


Schéma 10. Représentation visuelle des liens les plus étudiés dans les publications recensées

Puisque l'un des intérêts de l'approche écosystémique est de considérer les interactions inhérentes à un écosystème donné, la matrice de synthèse consigne les liens étudiés dans les publications entre les fonctions de notre cadre de départ. Un lien est significativement plus étudié que les autres : l'impact de la fonction « Réseau de distribution » sur la fonction « Accès et consommation ».

On observe un faisceau de liens entre la fonction « Coordination et collaboration » et le reste de l'écosystème, mais aucun de ces liens n'est significativement plus étudié et mieux connu que les autres. Enfin, deux fonctions sont particulièrement peu considérées en lien avec les autres : « Connaissances », et « Récupération et gaspillage ».

FAITS SAILLANTS DE L'ANALYSE QUALITATIVE

Résultats de l'analyse par mots-clés

Le tableau 1 présente l'occurrence de chacune des dimensions de la définition de la sécurité alimentaire (Pageau et al., 2008) dans les publications recensées.

- > Les dimensions les plus représentées sont l'accès physique (65 %), l'alimentation saine (65 %) et la disponibilité équitable des ressources alimentaires (58 %)
Cela s'explique notamment par l'emphase mise sur l'étude de l'environnement alimentaire durant les deux dernières décennies.
- > Les dimensions les moins représentées sont la satisfaction par rapport aux aliments sur les plans personnel et culturel (29 %), la disponibilité d'une information simple, fiable et objective pour faire des choix éclairés en matière d'aliments santé (31 %), ainsi que l'enjeu de la dignité humaine dans l'acte de s'alimenter (29 %)

Une piste d'explication pourrait être la manière dont l'enjeu de la sécurité alimentaire a d'abord été abordé et étudié : par une approche descendante, une implication limitée des sujets d'études et le recours à des données secondaires quantitatives. Tous ces choix méthodologiques permettent difficilement d'aborder les dimensions liées à des critères personnels et qualitatifs. Ces dernières années, plusieurs chercheurs ont eu recours à des méthodes de collecte de données primaires et qualitatives telles que les entrevues et les groupes de discussion (Roncarolo et al., 2016; Rodier et al., 2017; Pérez et al., 2017), ce qui a permis d'élargir le spectre des connaissances sur l'enjeu de la sécurité alimentaire.

Tableau 1. **Occurrences des dimensions de la sécurité alimentaire dans les publications**

Dimensions de la sécurité alimentaire	Nombre d'occurrences
Accès physique	31
Alimentation saine	31
Disponibilité pour chacun	28
Consommation et production justes, équitables et morales	20
Accès économique	19
Système agroalimentaire durable	16
Information simple, fiable et objective pour faire des choix éclairés	15
Satisfaction (plans personnel et culturel)	14
Respect de la dignité humaine	14

Le tableau 2 présente l'occurrence de chacune des composantes d'une évaluation de la sécurité alimentaire d'une communauté (ÉSAC). L'objectif de cette analyse est d'avoir une idée de notre état d'avancement des connaissances dans l'optique de la réalisation d'une réelle ÉSAC sur l'île de Montréal.

- > Le profil des ressources alimentaires de la communauté ainsi que ses caractéristiques socioéconomiques et démographiques sont les plus représentées, apparaissant dans 73 % et 71 % des publications respectivement
- > Les composantes les moins représentées sont l'évaluation de l'accessibilité économique (23 %) et de la capacité locale de production des aliments (21 %)

Tableau 2. **Occurrences des dimensions d'une ÉSAC dans les publications**

Dimensions d'une ÉSAC	Nombre d'occurrences
Profil des ressources alimentaires	35
Caractéristiques socioéconomiques et démographiques	34
Évaluation de la sécurité alimentaire des ménages	22
Évaluation de l'accessibilité physique des ressources	20
Évaluation de la diversité de l'offre	18
Évaluation de l'accessibilité économique	11
Évaluation des ressources de production	10

L'analyse des mots-clés révèle que certaines dimensions de la sécurité alimentaire, pourtant parties prenantes du concept même, n'ont pas été explorées explicitement en fonction de cet enjeu autant que d'autres. Notamment, la mise en place d'un système agroalimentaire durable n'est que rarement mise en lien avec la problématique d'insécurité alimentaire à Montréal. Bien que l'accès à des aliments sains et non sains soit au cœur des recherches sur la sécurité alimentaire des deux dernières décennies, peu de publications explorent le rôle des acteurs multisectoriels de l'agroalimentaire. De même, l'évaluation de la capacité de production de denrées alimentaires sur le territoire est une dimension qui n'est que rarement liée à l'enjeu de la sécurité alimentaire alors que l'ÉSAC lui confère une place de choix dans la recherche de solutions intégrées et structurantes.

L'analyse des mots-clés à travers le filtre des dimensions de l'ÉSAC a permis une compréhension plus fine de l'étendue des connaissances sur la sécurité alimentaire en ce sens qu'elle propose un découpage axé sur l'évaluation de chacune des composantes déterminantes de l'enjeu. Entre autres, elle a permis de mieux discerner les publications traitant directement de l'accessibilité économique de celles utilisant des données socioéconomiques pour approfondir les connaissances sur d'autres aspects de l'accessibilité, notamment l'accessibilité physique. Dans Cohen (2002), l'auteur insiste sur l'importance, dans le cadre d'une ÉSAC, de bien choisir le type de données à collecter pour permettre, au-delà de l'accumulation d'une grande quantité de données quantitatives et qualitatives, d'obtenir l'information nécessaire pour éclairer la démarche et les actions à entreprendre.

¹ Note : les dimensions « Accès physique » et « Accès économique » n'ont pas la même définition dans le cadre d'une ÉSAC que pour l'analyse par dimensions de la définition retenue. Dans le cadre de l'ÉSAC, la dimension « Accès physique » renvoie à la caractérisation de l'environnement alimentaire, excluant d'autres dimensions comme le profil des ressources accessibles et la diversité de l'offre. Quant à la dimension « Accès économique » de l'ÉSAC, elle comprend les publications évaluant plus explicitement l'impact de l'accessibilité économique sur les choix alimentaires. Ainsi, elle exclut les publications utilisant des données profilant la situation économique d'une population au profit de la composante « Caractéristiques socioéconomiques et démographiques ». C'est ce qui explique les résultats différents pour des thématiques en apparence semblables.

Résultats de l'analyse des constats

Nous avons choisi de répartir les constats répertoriés en trois catégories qui apportent chacune un angle de vue différent sur l'état actuel des connaissances sur la sécurité alimentaire à Montréal dans le cadre de ce métaportrait, soit :

- > Les déterminants de la sécurité alimentaire
- > L'identification des freins à notre connaissance de l'enjeu
- > L'identification de leviers permettant de faire progresser cette connaissance

Les déterminants de la sécurité alimentaire

Les déterminants peuvent être classés selon qu'ils sont à caractère individuel ou collectif. Parmi les facteurs sociodémographiques répertoriés dans le *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire* (DSP, 2008), on note :

- > Un faible revenu
- > Un faible niveau de scolarité
- > La monoparentalité
- > L'appartenance à une communauté ethnique minoritaire
- > L'appartenance à un ménage de grande taille

Parmi les déterminants collectifs de la sécurité alimentaire, ce même cadre nomme :

- > L'environnement interpersonnel, qui comprend la culture alimentaire et la famille
- > L'environnement physique
- > L'environnement économique et social
- > Les politiques publiques

Il existe un consensus scientifique assez fort sur les principaux déterminants de la sécurité alimentaire à Montréal. Ce qui fait parfois l'objet de nuances dans la communauté scientifique est davantage l'importance d'un critère par rapport à un autre ainsi que l'effet combiné des différents facteurs entre eux en raison du défi statistique qu'il représente (Daniel et al., 2009;

Robitaille et al., 2013; Rodier et Durif, 2015; Perez et al., 2017). De plus, l'un des aspects qui a été mis en lumière par plusieurs études est la variation de ces facteurs selon des critères individuels tels que l'âge, le genre et les facteurs sociodémographiques (Lebel et al., 2012; Mercille et al., 2012; Clary et al., 2014). Ces observations amènent plusieurs de ces chercheurs à conclure en la nécessité de mener des études longitudinales sur des segments spécifiques de la population afin de mieux cerner l'effet des déterminants de la sécurité alimentaire sur les populations les plus vulnérables.

Dans le cadre de référence adopté en 2008 par le MSSS, un des facteurs qui a été mis au second plan quant à son importance sur la sécurité alimentaire est la littératie alimentaire des ménages, c'est-à-dire la connaissance et le savoir-faire permettant aux ménages de choisir et de préparer des aliments sains. Pourtant, des études plus récentes semblent indiquer qu'il y a une perte importante de ces connaissances au sein de la population, perte encouragée par les tendances sociétales d'éloignement entre le consommateur et la source des aliments ainsi que le manque de temps pour préparer la nourriture couplé à la facilité de se procurer des aliments prétransformés (Florent, 2017; Rodier et Durif, 2015; Yorn et al., 2012).

Identification des freins à notre connaissance de l'enjeu

Notre analyse des constats présentés par les auteurs des publications recensées nous a permis de dresser une liste d'éléments qui apportent un éclairage sur les raisons qui limitent notre connaissance de l'enjeu qu'est la sécurité alimentaire à Montréal. Nous appelons ces limites identifiées des « freins » à notre connaissance et à notre capacité d'agir sur l'enjeu. Le tableau 3 présente une liste de ces freins par ordre chronologique.

Tableau 3. **Freins à notre connaissance de l'enjeu qu'est la sécurité alimentaire à Montréal**

Année	Description	Source
2007	Manque de connaissance quant au mécanisme menant à l'adoption d'un régime alimentaire non sain	Apparicio et al.
2008	Difficulté de mobilisation et de rétention des citoyens dans les démarches de recherche en sécurité alimentaire	Gaudet et al.
2008	Diversité des réalités sociodémographiques entre les quartiers et même au sein d'un même quartier à Montréal	Bertrand et al.
2009	Mise en garde sur les limites méthodologiques pour caractériser l'environnement alimentaire sain et malsain	Daniel et al.
2013	Grande disparité dans les approches méthodologiques et les variables pour mesurer la saine alimentation et l'environnement alimentaire	Bertrand et al.
2016	Manque de mise en valeur et de diffusion de la recherche qui se fait; Absence d'une vision commune au sein de la communauté de recherche	Rondeau
2018	Disparité dans la cueillette des données faites par les organismes auprès des populations étudiées	Malek

Identification de leviers permettant de faire progresser notre appropriation collective de l'enjeu

Le Larousse (2008) définit le mot « levier » comme un « moyen d'action qui sert à surmonter une résistance ». Dans le tableau 4, nous présentons les éléments relevés dans l'analyse des constats qui peuvent représenter des leviers pour le développement de notre compréhension et de notre action sur l'enjeu complexe qu'est la sécurité alimentaire à l'échelle d'une collectivité comme Montréal. Il s'agit donc de pistes qui nourrissent la réflexion sur les actions à entreprendre. Le contenu du tableau ne constitue pas une liste de solutions au problème de la faim ou de l'insécurité alimentaire.

Tableau 4. **Leviers pour le développement des connaissances et des actions**

Année	Description	Source
2009	Intervention possible à travers les règlements de zonage	Daniel et al.
2010	Multifonctionnalité de l'agriculture urbaine (production, inclusion, entraide, éducation, alimentation saine)	Duchemin et al.
2011	Émergence de nouveaux modèles d'approvisionnement basés sur la solidarité, la coopération et l'appartenance au milieu	Enriquez et Klein
2012	Établissement d'une vision commune pour Montréal au sein d'une politique alimentaire	Table sur la faim
2012	Importance d'arrimer les programmes et initiatives qui touchent à des aspects connexes de la sécurité alimentaire; Possibilité de prévoir une durée plus longue de financement (minimum 5 ans) permettant aux initiatives de solidifier leurs actions et de tester leur viabilité; Besoin de revoir les outils de suivi du programme	Gaudet et al.
2015	L'environnement alimentaire autour des écoles publiques peut être considéré comme une cible d'intervention pertinente; Les municipalités pourraient être encouragées à appliquer des règlements de zonage modifiant l'environnement alimentaire	Robitaille et al.
2015	La création d'un pôle logistique alimentaire pourrait rendre plus compatible l'approvisionnement local avec des objectifs sociaux d'équité et de sécurité alimentaire	Audet et al.
2016	Mutualisation des ressources (information et infrastructure) Création de partenariat	Voghel Robert
2016	Importance de la mesure d'impact pour être en mesure de bien évaluer la portée de ses actions (à l'échelle d'une organisation)	Fortin et Klein

Année	Description	Source
2017	La diversification de l'offre, l'expérience, l'agriculture urbaine, l'éducation, l'accès et la promotion sont des facteurs significatifs dans le choix d'aliments sains; L'éducation a un plus grand impact que la promotion et l'accès physique	Rodier et al.
2017	Les marchés de quartier pourraient bénéficier d'une reconnaissance institutionnelle pour consolider leur modèle et le faire essaimer	Audet et al.
2017	Idée de réaliser une cartographie des ressources qui permettrait de voir la complémentarité des modèles et la création de partenariats ciblés	Florent
2017	L'inévitable perméabilité des systèmes alternatifs et conventionnels devrait inciter à inviter le secteur conventionnel et l'industrie à la table de discussion sur l'enjeu de la sécurité alimentaire	Brisebois
2017	Suggestion de permettre aux acteurs de la santé publique d'adopter des politiques publiques plus favorables à la santé (leur fournir les leviers nécessaires)	Blouin et al.
2018	Meilleure mise en œuvre du droit à l'alimentation par des acteurs institutionnels; Plus grande politisation de cet enjeu; Structuration de l'appui financier aux initiatives des systèmes alimentaires alternatifs	Brisebois et Audet
2018	Nécessité d'un continuum de services en sécurité alimentaire	Aunio et al.

En résumé, à la lecture de ces constats, il est possible de lire en filigrane que c'est la complexité de l'enjeu de la sécurité alimentaire, dû à sa multidimensionnalité et aux nombreux facteurs et déterminants qui l'influencent, que met en lumière cette analyse. Les leviers identifiés appellent à une action plus concertée, structurée et mieux ciblée impliquant une plus grande représentativité des acteurs ayant un pouvoir d'agir sur l'enjeu de la sécurité alimentaire.

Analyse des recherches complémentaires suggérées

L'analyse des éléments nommés par les différents auteurs comme étant des priorités de recherches complémentaires nous permettent de mieux saisir la portée des zones de connaissance encore dans l'ombre sur l'enjeu de la sécurité alimentaire à Montréal. Nous avons pu regrouper les différentes suggestions en catégories qui ont été déterminées de façon empirique au fur et à mesure de l'analyse. En cohérence avec les résultats de l'analyse par mots-clés, c'est le concept d'accessibilité alimentaire qui a été le plus étudié et pour lequel nous avons identifié le plus de suggestions pour guider la production de nouvelles connaissances.

Accessibilité alimentaire

Tableau 5. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : accessibilité alimentaire**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2007	Mieux comprendre les causes de l'adoption d'un régime alimentaire non sain	Apparicio et al.
2008	Étudier l'effet du prix des fruits et des légumes	Bertrand et al.
2010	Développer une meilleure compréhension du contexte social menant aux choix et aux pratiques alimentaires pour différentes populations	Engler-Stringer
2012	Étudier plus en profondeur le lien entre les individus et leur environnement alimentaire	Lebel et al.
2012	Mieux comprendre les décisions liées à la consommation des fruits et légumes en circuits courts pour encourager ce choix chez les consommateurs	Yorn et al.
2012	Creuser les conclusions sur le lien entre environnement alimentaire et régime des personnes âgées	Mercille et al.
2013	Répertorier d'autres sources d'approvisionnement alimentaire; Analyser l'accessibilité géographique à l'aide de seuils différents; Préciser l'analyse de l'accessibilité géographique aux différents commerces alimentaires en tenant compte de tous les modes de transport	Robitaille et al.
2013	Inclure la dimension d'accessibilité économique et tenir compte des initiatives alternatives dans l'environnement alimentaire	Bertrand et al.
2014	Mieux comprendre les causes des variations liées au genre et au territoire de référence	Clary et al.
2014	Explorer les zones grises remarquées dans la compréhension de l'effet qu'auraient les mesures de repas subventionnés en milieu scolaire sur l'alimentation et le poids corporel	Bergeron et Paquette
2017	Élargir l'éventail des facteurs étudiés pour comprendre ce qui influence les choix alimentaires en adoptant l'angle du consommateur; Utiliser une approche multiméthodes au lieu de mettre l'emphase sur des données primaires qualitatives obtenues par entrevue; Effectuer une étude longitudinale	Rodier et al.
2017	Inclure toutes les dimensions de l'accessibilité alimentaire dans l'étude des liens entre environnement alimentaire et insécurité alimentaire	Perez et al.
2017	Analyser les autres facettes du paysage alimentaire telles que le caractère abordable des aliments par rapport aux revenus des habitants ou l'éducation des citoyens par rapport aux questions alimentaires	Florent
2018	Appliquer l'outil (MEAC-S) à plus de supermarchés pour éclairer les politiques locales et briser la dichotomie dans la classification des magasins entre « sain » et « non sain »	Jalbert-Asenault et al.

Interventions en sécurité alimentaire

Tableau 6. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : interventions**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2014	Prolongement de la recherche-action, en intégrant des initiatives porteuses d'autres formes de mise en marché alternative	Audet et al.
2015a	Approfondissement de l'étude du lien entre inégalité sociale et efficacité des interventions en sécurité alimentaire	Roncarolo et al.
2015b	Besoin d'améliorer l'accès aux interventions alternatives en sécurité alimentaire à la population la plus vulnérable	Roncarolo et al.
2016	Étude de l'effet à long terme des différents types d'interventions en sécurité alimentaire	Roncarolo et al.
2018	Recherche de solutions pour mieux structurer l'offre des ressources en sécurité alimentaire afin de mieux répondre aux besoins, notamment dans les secteurs identifiés comme plus à risque	Cantine pour tous

Recherche, méthodologies et mesures

Tableau 7. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : méthodologies**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2014	Élargir la recherche-action à d'autres initiatives dans la mise en marché alternative	Audet et al.
2016	Mieux comprendre comment la recherche influence ce qui se passe sur le terrain et comment favoriser le développement de liens de complémentarité entre les équipes de recherche	Rondeau
2017	Explorer l'utilisation de modèles ou cadres issus des sciences politiques	Blouin et al.
2018	Créer une méthodologie standardisée de collecte de données pour les organisations sur le terrain afin de faciliter la recherche et de mesurer l'impact des actions	Malek

Politiques, réglementations et financement

Tableau 8. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : politiques**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2012	Revoir les outils de suivi du programme	Gaudet et al.
2012	Faire plus de recherche pour nourrir les politiques publiques en matière d'environnement alimentaire	Van Hulst et al.
2015	Encourager les municipalités à appliquer des règlements de zonage modifiant l'environnement alimentaire	Robitaille et al.
2017	Évaluer les interventions et politiques publiques mises en œuvre afin de favoriser le mode de vie physiquement actif et la saine alimentation	Blouin et al.
2018	Se demander comment structurer l'appui financier aux initiatives des systèmes alimentaires alternatifs	Brisebois et Audet

Actifs, infrastructure et logistique

Tableau 9. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : infrastructure**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2014	Nécessité d'explorer, avec certains acteurs du système agroalimentaire montréalais, les avenues disponibles pour élaborer un modèle d'approvisionnement local répondant aux particularités des marchés de quartier	Audet et al.
2016	Élaboration et mise en œuvre de stratégies facilitant l'approvisionnement d'initiatives solidaires à Montréal	Voghel Robert
2018	Renforcement des relations entre organisations (partenariats, mutualisation)	Brisebois et Audet
2018	Évaluation des éléments qualitatifs d'un approvisionnement mutualisé réussi	Arsenault-Hétu et al.

Échelle géographique

Tableau 10. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : échelle**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2012	Mieux comprendre les spécificités (idiosyncrasies) locales et régionales et leur influence sur l'obésité et les facteurs de risques contextuels	Lebel et al.
2012	Mieux comprendre l'impact de l'environnement alimentaire à l'échelle des quartiers	Van Hulst et al.
2018	Utiliser l'ensemble des données rassemblées pour des analyses plus fines par voisinage, par CLSC, par CSSS, par clientèle, etc.	Cantine pour tous
2018	Mener des études à l'échelle des quartiers pour mieux comprendre leur spécificité et en tenir compte	Frigault

Coordination et partenariats

Tableau 11. **Recherches complémentaires suggérées par les publications : coordination**

Année	Recherches complémentaires suggérées	Source
2012	Besoin d'assurer la cohésion et la cohérence entre les services de la Ville, les arrondissements et les différents ministères concernés (en parlant de l'agriculture urbaine)	OCPM
2018	Renforcement des relations entre organisations	Brisebois et Audet
2018	Diffusion et multiplication des partenariats; formation et suivi des partenaires locaux engagés	Aunio et al.

L'ordre chronologique dans lequel sont présentées les pistes de recherches futures permet une lecture, bien que partielle, de l'évolution du développement des connaissances pour chacun des volets. Un exemple intéressant en ce sens est l'enchaînement des publications sur l'enjeu de l'approvisionnement des systèmes alimentaires alternatifs. En effet, de 2014 à 2018, une succession de travaux ont permis d'apporter un éclairage de plus en plus précis sur les besoins concrets des acteurs du terrain en termes d'approvisionnement (Audet et al., 2014; Voghel Robert, 2016); puis d'explorer la viabilité des pistes de solutions proposées et les facteurs-clés de succès (Audet et al., 2014; Audet et al., 2017; Arsenault-Héту et al., 2018). Il est plus difficile d'observer un fil conducteur aussi linéaire pour l'enjeu le plus étudié, celui de l'accessibilité alimentaire, notamment à cause de sa multidimensionnalité. En revanche, il est intéressant d'observer comment ont évolué les approches méthodologiques pour l'étudier.

- > Évolution vers des approches qui impliquent de plus en plus le sujet d'étude (ex. : la recherche-action)
- > Évolution vers la génération et l'utilisation de données primaires qualitatives permettant de mieux comprendre les caractéristiques individuelles (point de vue du sujet en tant que consommateur)
- > Évolution dans le choix d'échelle étudiée vers une emphase sur certaines populations cibles ainsi que les quartiers
- > Évolution vers l'inclusion de plus d'aspects de l'accessibilité alimentaire, c'est-à-dire que l'emphase de départ sur l'accès physique s'est élargi à une perspective plus large comprenant d'abord l'accès économique, puis les autres composantes de l'accessibilité telles que la diversité et la qualité de l'offre, les préférences culturelles et personnelles, etc.

CONCLUSIONS

Cette section présente une série de conclusions tirées de l'analyse réalisée pour ce métaportrait. Elle a nécessité de prendre un peu de recul, mais reste néanmoins fondée sur les résultats de la démarche et demeure cadrée par les publications recensées.

- > Une grande diversité d'acteurs sont engagés dans la recherche de solutions
- > Une communauté de recherche dynamique a intensifié le développement des connaissances liées à l'enjeu de la sécurité alimentaire à Montréal dans la dernière décennie
- > Des approches écosystémiques et collaboratives sont de plus en plus adoptées dans les projets touchant la sécurité alimentaire
- > Il n'existe pas de vision ni de définition intégrées, élaborées collectivement et partagées parmi les auteurs des publications ni, plus largement, dans l'écosystème de la sécurité alimentaire
- > Il n'existe pas de méthodologie intégrée, partagée et répliquée dans les différents secteurs géographiques ou fonctionnels de l'écosystème, ce qui rend la compilation d'un portrait complet et les comparaisons difficiles
- > Puisque la recherche et les stratégies en lien avec la sécurité alimentaire ne font pas l'objet d'une coordination à l'échelle de l'écosystème, il y a peu de complémentarité entre les publications et les actions réalisées, et peu de suivi dans le temps
- > Il serait utile d'évaluer plus systématiquement les projets et les programmes mis en place sur l'île de Montréal, avec une méthode permettant de comparer, de communiquer et de répliquer ces évaluations
- > L'état de nos connaissances sur la sécurité alimentaire à Montréal est teinté par l'implication particulièrement forte de certains acteurs (mandataires et bailleurs de fonds), comme le MSSS (aspect santé)

UN CERTAIN NOMBRE DE CONSENSUS DANS LES PUBLICATIONS

Malgré des difficultés à comparer les publications recensées, plusieurs consensus relatifs ont été observés :

- > Il existe un lien direct et fort entre pauvreté et insécurité alimentaire
- > L'insécurité alimentaire a un impact sur la santé des individus
- > Des interventions gouvernementales sont nécessaires pour améliorer la sécurité alimentaire

- > Des recherches complémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre la situation locale, les dimensions de la sécurité alimentaire et les mécanismes qui influent sur celle-ci, notamment grâce à des études longitudinales, à l'étude de populations ciblées et à des approches multidimensionnelles
- > Plusieurs publications nomment le besoin d'une plus grande cohérence de l'ensemble des actions et du financement à travers une meilleure concertation des acteurs, une plus grande volonté politique et le développement de partenariats-clés

UN PORTRAIT INCOMPLET DE L'ÉCOSYSTÈME

Il existe de grandes inégalités quant aux fonctions et aux liens spécifiques à notre écosystème les plus représentés dans les publications. Cependant, trois remarques s'imposent :

- > Ce n'est pas parce qu'une fonction ou un lien a été largement étudié ou constaté que son impact réel est pour autant plus important que tous les autres. Par exemple, l'impact de l'environnement alimentaire sur la consommation et l'insécurité alimentaire est très étudié, mais sans étude intégrant toutes les dimensions de l'accessibilité alimentaire répliquée à l'échelle de la communauté, on ne peut conclure catégoriquement que c'est le levier d'action le plus efficace. Il manque en effet des données sur le lien entre les autres dimensions et la situation des ménages
- > Certaines fonctions, comme la gestion du gaspillage, sont portées par une multitude d'acteurs actifs, mais ne font pas l'objet de publications répondant à nos critères ou ne se présentent pas consciemment comme partie intégrante et majeure de l'écosystème de la sécurité alimentaire. Il existe ainsi un grand pan de connaissances tacites que ce métaportrait ne peut refléter, mais que les séances collectives prévues pour la deuxième phase du projet Faim « Zéro » à Montréal aideront à collecter
- > D'un point de vue géographique, le métaportrait n'a pas permis de repérer une méthodologie systématiquement répliquée à l'échelle des découpages possibles de l'île de Montréal qui offrirait une image complète et des résultats comparables

DES BASES À COMPLÉTER POUR RÉALISER UNE ÉSAC

Les enquêtes périodiques de Statistique Canada permettent aux auteurs des publications de plutôt bien définir les caractéristiques sociodémographiques et économiques de la communauté « île de Montréal », de même que le niveau d'insécurité alimentaire des individus. Le métaportrait illustre cependant des lacunes par rapport aux données que devrait colliger une ÉSAC.

- > Certaines de ces données sont disponibles sur le territoire, mais n'ont pas fait l'objet de publication établissant un lien explicite avec la sécurité alimentaire, et n'ont donc pas été recensées pour ce métaportrait
C'est le cas par exemple des rapports du Dispensaire diététique de Montréal sur le coût du panier moyen, ou d'autres rapports en lien avec l'agriculture urbaine.
- > Il semble manquer de l'information qualitative, notamment sur la satisfaction des individus en lien avec l'offre alimentaire ou les horaires d'ouverture des lieux d'achat, sur la perception de la valeur des aliments, etc., et si l'on connaît plutôt bien les acteurs et les ressources qui luttent contre l'insécurité alimentaire, il est plus compliqué de tirer des conclusions sur leur adéquation avec les besoins réels de leurs clientèles cibles ou sur l'évolution de la situation de ces clientèles dans le temps
- > Les bases de données de Statistique Canada sont très intéressantes, car elles reposent sur une méthodologie claire et sont répliquées régulièrement; elles ne permettent cependant pas d'aller dans des échelles très locales ou de mieux cerner certains sous-groupes de la population de l'île de Montréal
- > Une ÉSAC requiert la mise sur pied d'une liste d'indicateurs pertinents pour la communauté
Le métaportrait n'a pas permis d'identifier une liste d'indicateurs en lien avec la sécurité alimentaire à Montréal. En revanche, les recherches complémentaires et les interventions du groupe stratégique ont montré qu'il existe certaines listes élaborées par des acteurs locaux, notamment concernant l'insécurité alimentaire. Ces travaux pourraient être mobilisés dans un cadre plus large d'ÉSAC.

Au-delà de la collecte de données, une démarche d'ÉSAC repose également sur une méthodologie qui implique les parties prenantes locales, notamment à travers des groupes de discussion. L'analyse quantitative a montré que même si de plus en plus de publications impliquent leurs sujets et bénéficiaires, ce n'est pas le cas de la majorité. Il existe donc un décalage méthodologique entre les tendances observées dans ce métaportrait et le cadre recommandé pour une ÉSAC. Les séances collectives à venir devraient contribuer à combler ce décalage.

PISTES DE DISCUSSIONS

Cette section vise à générer des échanges lors des phases à venir. Elle se nourrit à la fois du métaportrait, mais également de publications non recensées, d'échanges avec des acteurs locaux, et de l'expérience des auteures. Elle comporte ainsi une part de subjectivité, et n'engage que les auteures, Marina Jolly et Judith Colombo.

INTÉGRER L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À UNE VISION PLUS LARGE

L'insécurité alimentaire semble être une préoccupation importante à Montréal et au Québec, où de nombreux programmes s'y attellent. Mais elle est souvent considérée à part de la sécurité alimentaire. Si les deux concepts sont en effet distincts, il est contre-productif de les voir en opposition. L'insécurité alimentaire des individus et des ménages est un enjeu grave et pressant, mais qui devrait être mis dans le contexte plus large de la sécurité alimentaire, et avec une perspective de long terme. C'est une condition pour que les stratégies et actions mises en œuvre sur le territoire soient alignées sur une vision et des objectifs communs, pour créer des synergies et générer des impacts positifs à long terme. Lier ces deux concepts permet de reconnaître la place importante des organisations et programmes dont la mission est de lutter contre la faim, et leur complémentarité avec d'autres dimensions de la sécurité alimentaire, comme l'agriculture urbaine et l'éducation. Enfin, cette perspective permet de reconnaître que la lutte contre la faim et la lutte contre la pauvreté sont étroitement liées et d'envisager des actions autrement qu'en silo.

INTÉGRER L'ENJEU DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À LA PLANIFICATION TERRITORIALE

Un élan a été donné avec l'adoption d'une politique bioalimentaire pour le Québec et la création d'un conseil des politiques alimentaires à Montréal en 2017, et le moment est donc particulièrement favorable à l'identification de solutions concertées soutenues par toutes les parties prenantes concernées. Cependant, à l'heure actuelle, la sécurité alimentaire n'est pas un enjeu considéré de manière écosystémique. Les acteurs gouvernementaux s'y attaquent souvent en silo, et parfois même sans réaliser que leurs programmes ont un impact sur la sécurité alimentaire ou l'insécurité alimentaire lorsqu'ils adoptent des programmes spécifiques en fonction de cibles déterminées en lien avec leur mission (santé, développement social, environnement, etc.) (Martorell, 2017). L'exemple d'Edmonton pourrait à ce titre être inspirant. La ville a en effet conçu sa stratégie *Fresh* (Ville d'Edmonton, 2012) en l'arrimant clairement avec ses autres plans.

L'ÉSAC étant un outil développé au service d'une planification territoriale intégrée et adaptée, il serait intéressant qu'un acteur « macro » ou transversal à la région montréalaise s'en empare et pousse la démarche à la finalisation du projet Faim « Zéro » à Montréal.

CONSIDÉRER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE COMME UN SUJET DE RECHERCHE MULTIDISCIPLINAIRE ET MULTIPARTENARIAL

La définition de la sécurité alimentaire provenant de la DSP utilisée pour ce métaportrait illustre bien le caractère multidimensionnel de l'enjeu : économique, social, culturel, etc. Il est normal que les acteurs universitaires l'éclairent en fonction de leur domaine d'expertise, mais pour bien comprendre l'enjeu dans sa

globalité, il serait nécessaire de constituer des équipes multidisciplinaires qui se donneraient une définition et un cadre communs et mettraient au point des indicateurs multidimensionnels de manière coordonnée (TEEB, 2018).

Si les données qualitatives sont importantes, notamment pour comprendre les habitudes, les défis et les préférences des citoyens ainsi que les dynamiques en jeu sur le territoire (Cohen, 2002), la conception et réalisation d'enquêtes détaillées et régulières est un travail titanesque pour des acteurs gouvernementaux ou universitaires. Une solution pour utiliser le tissu d'acteurs de terrain à Montréal comme un levier consisterait à développer des partenariats entre universités et organismes, soutenus par des programmes de financement dédiés, afin de :

- > développer des méthodes et des outils d'évaluation d'impact et d'enquête auprès des bénéficiaires qui soient faciles à appliquer pour les organismes;
- > faciliter l'accès pour les organismes à des Systèmes d'information géographiques (SIG) pour harmoniser et systématiser la production de cartographies du territoire (Pothukuchi, 2004).

Ce type de partenariats pourrait également contribuer à affiner les connaissances des sous-groupes de la population, démarche que plusieurs chercheurs plébiscitent (Carter et al., 2013; National Research Council and Institute of Medicine, 2013).

AUTONOMISER LES DIFFÉRENTS ACTEURS

Dans une récente étude des différents types d'approvisionnement alternatifs à Montréal, René Audet et Éliane Brisebois (2018) concluent que deux types de stratégies se distinguent dans la lutte contre l'insécurité alimentaire : « celles qui reposent sur une amélioration de l'accès à travers la diversification des types d'offres et celles qui reposent sur l'amélioration de l'autonomie

alimentaire des individus et des ménages ». Dans une optique de long terme, autonomiser les citoyens semble une piste intéressante pour sortir les plus vulnérables d'une dépendance au dépannage alimentaire et peut-être lever certains stigmates liés à l'utilisation des banques alimentaires, qui ne seraient qu'une solution temporaire orientant les bénéficiaires vers d'autres ressources complémentaires. La première stratégie de sécurité alimentaire de la province de l'Ontario reconnaît ainsi l'importance des banques alimentaires, tout en soulignant qu'elles sont des solutions de court terme (OPHA, 2017). Cependant, créer un tel parcours pour les bénéficiaires nécessiterait une collaboration des acteurs du secteur de la faim et l'élaboration d'une stratégie intégrée soutenue par diverses sources de financement, et avec une vision à long terme (Martorell, 2017; OPHA, 2017), ainsi que la conception d'outils d'évaluation adaptés.

Enfin, les pistes suggérées plus haut quant au financement et aux partenariats de recherche universités/organismes aideraient les acteurs de terrain à développer des projets sur du plus long terme, à les faire évoluer et à mieux comprendre leurs bénéficiaires, leur offrant ainsi la possibilité de faire des choix stratégiques éclairés et avec plus d'autonomie.

LA SUITE DES CHOSES

Même si les mesures et les recherches sont primordiales, il n'est pas nécessaire d'attendre d'avoir tout mesuré et éclairci le mystère du taux d'insécurité alimentaire à Montréal pour avancer ensemble (National Research Council and Institute of Medicine, 2013). Nous espérons que ce métaportrait suscitera de nouvelles collaborations et de nouveaux projets de recherches à moyen terme, en gardant en tête que les résultats générés seront publiés au plus tôt en 2020. Cependant, se doter d'une vision commune de la sécurité alimentaire, aller chercher les connaissances tacites de représentants de l'écosystème et manifester ensemble notre volonté de faire bouger les choses sont des actions concrètes, réalisables à court terme et dont l'impact serait durable. Les séances collectives à venir dans les mois prochains constituent un pas dans cette direction, dans l'espoir qu'une diversité d'acteurs institutionnels, universitaires et organisationnels se saisiront des résultats et resteront autour de la table de cette démarche écosystémique, dans le respect des missions de chacun.

ANNEXES

Annexe 1. Programmes, politiques et cadres de références liés à la sécurité alimentaire, de 2006 à ce jour

2004-2009	Plan d'action gouvernemental de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
2006-2012	Plan d'action gouvernemental de promotion de saines habitudes de vie et prévention des problèmes liés au poids
2008	Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire (mise à jour)
2008-2012	Soutien au développement de la sécurité alimentaire dans la région de Montréal
2009	Cadre de référence à l'intention des établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'élaboration de politiques alimentaires adaptées – Miser sur une saine alimentation : une question de qualité
2013	Politique de souveraineté alimentaire du Québec
2013-2018	Une ville et des quartiers qui favorisent l'accès aux aliments santé et leur consommation : Programme de soutien aux initiatives locales
2016	Politique gouvernementale de prévention en santé
2018-2025	Politique bioalimentaire du Québec

Annexe 2. Liste des critères utilisés dans la matrice de synthèse

Critère	Liste de choix (le cas échéant)		
Type de publication	Mémoire Article scientifique Rapport de recherche – gouvernement Rapport de recherche – organisme Rapport de recherche – centre de recherche Enquête récurrente Étude de faisabilité Présentation	Sujet considéré	Individu Ménage Organisation Collectivité Mixte
Année de publication	De 2006 à « en cours »	Source principale de données	S.O.
Objectif de la publication	S.O.	Source secondaire de données	S.O.
Échelle considérée	Secteur Voisinage Aire de dissémination Région administrative Quartier Arrondissement Ville Île Communauté métropolitaine Province	Type de données	Primaires Secondaires Mixtes
Zone considérée	Nom de la zone spécifique (par exemple, nom du ou des quartiers si l'échelle est le quartier)	Niveau d'implication du sujet	Aucune Information Consultation Implication
Mandataire	S.O.	Caractère des données	Quantitatif Qualitatif Mixte
Bailleurs de fonds	S.O.	Type de méthodologie	S.O. Longitudinale Transversale Recherche-action Étude de cas
Définition de la sécurité alimentaire	Aucune Organisation des nations unies (ONU), 1996 Cadre de référence MSSS (Pageau et al., 2008) Tarasuk, 2005 Anderson, 1990 Ordre des diététistes (Bilodeau, 2006) Droit à l'alimentation (Marois, 2005) Développement durable (Direction de santé publique, 2008)	Fonctions écosystémiques considérées	Fondées sur la cartographie écosystémique de la Victoria Foundation
Mots-clés	S.O.	Liens entre les fonctions	S.O.
		Constats principaux	S.O.
		Recherches complémentaires suggérées	S.O.

Annexe 3. Liste et description des dimensions de la sécurité alimentaire selon les deux cadres de référence utilisés dans le métaportrait

Classement selon les dimensions de la définition de la sécurité alimentaire (Pageau et al., 2008) abordées dans le cadre de chaque étude selon le découpage suivant :

Dimension	Éléments de définition de la DSP (2008)
Disponibilité pour tous	L'aptitude de chacun à acquérir des aliments est garantie. Chacun a, à tout moment,...
Accès physique	... les moyens tant physiques...
Accès économique	... qu'économiques...
Alimentation saine	... d'accéder à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine
Satisfaction (plans personnel et culturel)	Les aliments proprement dits sont satisfaisants sur le plan nutritionnel et acceptables sur le plan personnel et culturel.
Information disponible	L'accès à une information simple, fiable et objective qui permet de faire des choix éclairés est assuré.
Dignité humaine	Les aliments sont obtenus d'une manière qui respecte la dignité humaine.
Consommation et production justes, équitables et morales	La consommation et la production d'aliments reposent sur des valeurs sociales à la fois justes, équitables et morales.
Système agroalimentaire durable	Les aliments sont produits et distribués d'une manière respectueuse d'un système agroalimentaire durable.

Classement selon les dimensions d'une ÉSAC abordées dans le cadre de chaque étude :

Dimension	Description détaillée
Caractéristiques socioéconomiques et démographiques	Quel est le profil des personnes/ménages dans la communauté? Quelles sont leurs caractéristiques démographiques? Quel est leur statut socioéconomique?
Profil des ressources alimentaires	Quels sont les types de ressources disponibles : > détaillants alimentaires > politiques et programmes gouvernementaux > initiatives d'aide alimentaire conventionnelles (aide d'urgence) > initiatives d'aide alimentaire alternatives (cuisine collective, agriculture urbaine, marchés solidaires et autres formules encourageant l'autonomie et l'éducation des participants) Qui participe à ces ressources?

Mesure de la sécurité alimentaire de la communauté

Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC), une enquête transversale gérée par Statistique Canada qui recueille, par année, des renseignements sur la santé d'environ 60 000 Canadiens domiciliés.

- > Insécurité alimentaire marginale : La crainte de manquer de nourriture et/ou la limitation dans la sélection de sa nourriture en raison d'un manque d'argent
- > Insécurité alimentaire modérée : La qualité et/ou la quantité de nourriture sont compromises à cause d'un manque d'argent.
- > Insécurité alimentaire grave : Repas sautés, consommation réduite d'aliments et, à l'extrême, privation de repas pendant une journée complète ou plus.

Accessibilité physique Types et diversité de commerces alimentaires, et accès à des initiatives d'aide alimentaire à proximité.

Questions-clés :

- > Les quartiers avec une forte concentration de personnes à faible revenu sont-ils bien desservis? (déserts et marais alimentaires)
- > Disponibilité du transport (public ou privé) vers les ressources alimentaires pour la clientèle défavorisée
- > Barrières influençant l'accès des citoyens aux ressources alimentaires de la communauté (heures de service mal adaptées; service à la clientèle laissant à désirer; manque d'information; stigmatisation; distance vers les ressources; aliments offerts insuffisants ou de qualité non satisfaisante)
- > Les infrastructures du territoire sont-elles adéquates et répondent-elles aux besoins de la population locale?

Évaluation de l'accessibilité économique Accès économique : pouvoir d'achat, revenu disponible et prix abordable des aliments sains

Évaluation la disponibilité des aliments Disponibilité des aliments : diversité des aliments disponibles pour répondre aux préférences culturelles et personnelles

Évaluation de la production locale La collectivité visée produit-elle une nourriture de qualité, la transforme-t-elle et peut-elle la distribuer de façon adéquate et en quantité suffisante?

Les ménages à faible revenu ont-ils accès aux activités d'agriculture urbaine et à d'autres activités liées à l'autonomie et à l'éducation alimentaire?

Des programmes de jardinage et d'éducation alimentaire sont-ils implantés dans les écoles?

Les produits alimentaires locaux sont-ils disponibles chez les détaillants et restaurants locaux

L'alimentation institutionnelle : les établissements d'enseignement et les centres de la petite enfance ont-ils une politique d'intégration d'aliments provenant de producteurs locaux?

Annexe 4. Liste de cartographies disponibles en ligne

- *Cartographie du système alimentaire de l'est de Montréal*, Luc Florent, Chaire de recherche sur la transition écologique, UQAM
- *Carte des banques alimentaires au Québec*
- *Biopolis* – Carte des projets mettant en valeur la biodiversité à Montréal
- *Cultive ta ville* – Portail québécois de l'agriculture urbaine
- *211 – Grand Montréal*

Annexe 5. Liste de bases de données accessibles

- Statistique Canada – *Portail*
- *Dépenses alimentaires détaillées* (fréquence annuelle)
- *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC)* (composante annuelle)
- Données ouvertes – Ville de Montréal – *Cartographie et autres données pertinentes à l'alimentation et à l'agriculture urbaine*
- MAPAQ – *Transformation et distribution alimentaire et Producteurs agricoles*
- *Enquête sur l'offre alimentaire et d'activité physique dans les écoles du Québec* (USherbrooke)
- Institut de la statistique du Québec
- *Enquête québécoise sur la santé des jeunes du secondaire (EQSJS)*
- Outils de géolocalisation ou systèmes d'information géographique (SIG)
- *Liste de logiciels disponibles* (Wikipédia)
- *Répertoire des initiatives alternatives du système agroalimentaire montréalais*, Éliane Brisebois, Chaire de recherche sur la transition écologique, UQAM

BIBLIOGRAPHIE

Publications recensées dans le métaportrait

Apparicio, P., Cloutier, M. S., et Shearmur, R. (2007). The case of Montreal's missing food deserts: evaluation of accessibility to food supermarkets. *International journal of health geographics*, 6(1), 4.

Arsenault-Héty, C., Audet, R. et Brisebois, É. (2018). Pratiques, intérêts et défis de l'approvisionnement alimentaire. Étude de faisabilité sur la mise en place d'un regroupement d'achats régional de produits locaux ou d'un projet de mutualisation de l'approvisionnement pour des organismes solidaires et les réseaux alternatifs à Montréal, *Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique*, n° 4.

Audet, R., Lefèvre, S. et El-Jed, M. (2014). La démarche d'innovation des marchés de quartier de Montréal : Vers une transition socio-écologique du système agroalimentaire, *Les cahiers de la CRSDD*, collection Recherche, n° 01-2014, 44 p.

Audet, R., Lefèvre, S. et El-Jed, M. (2015). La mise en marché alternative de l'alimentation à Montréal et la transition socio-écologique du système agroalimentaire. *Les cahiers de recherche OSE*, n° 1-2015.

Audet, R., Lefèvre, S., Brisebois, É. et El-Jed, M. (2017). Structuring Tensions and Key Relations of Montreal Seasonal Food Markets in the Sustainability Transition of the Agri-Food Sector. *Sustainability*, 9(3), 320.

Banques alimentaires du Québec (2017). Bilan Faim Québec.

Beaudry, E. (2011). Comité sécurité alimentaire de la Table de quartier du nord-ouest de l'île de Montréal, réalisé par la Coopérative de travail Interface, 59 p.

Bergeron, P. et Paquette, M.-C. (2014). Les mesures de repas scolaires subventionnés et leurs impacts sur l'alimentation et le poids corporel des jeunes. Expériences étrangères et perspectives pour le Québec 2014, Institut national de santé publique du Québec.

Bertrand, L., Thérien, F. et Cloutier, M. S. (2008). Measuring and mapping disparities in access to fresh fruits and vegetables in Montreal. *Canadian Journal of Public Health/Revue canadienne de santé publique*, 6-11.

Bertrand, L., Thérien F., Goudreau, S. et Fournier, M. (2013). Étude sur l'accès aux aliments santé à Montréal, 2013. Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.

Blouin, C., Robitaille, É., Le Bodo, Y., Dumas, N., De Wals, P. et Lagué, J. (2017). Aménagement du territoire et politiques favorables à un mode de vie physiquement actif et à une saine alimentation au Québec. *Lien social et Politiques*, (78), 19-48.

Brisebois, É. (2017). Répertoire des initiatives alternatives du système agroalimentaire montréalais, Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, *Les cahiers de recherche OSE*, n° 06-2017.

Brisebois, É. et Audet, R. (2018). Portrait des systèmes alimentaires alternatifs au Québec : enjeux, organisation et défis, *Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique*, n° 3

Cantine pour tous (2018, février). Étude de marché et inventaire des ressources. Créneau PAAPA. Rapport final, COOP Interface, février 2018, 50 p.

Clary, C. M., Ramos, Y., Shareck, M. et Kestens, Y. (2014). Should we use absolute or relative measures when assessing foodscape exposure in relation to fruit and vegetable intake? Evidence from a wide-scale Canadian study. *Preventive medicine*, 71, 83-87.

Comité mobilisation politique (2007). Pour une politique nationale de l'alimentation au Québec, Mémoire présenté à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, 21 juin 2007.

Daniel, M., Kestens, Y. et Paquet, C. (2009). Demographic and urban form correlates of healthful and unhealthful food availability in Montreal, Canada. *Canadian Journal of Public Health/Revue canadienne de santé publique*, 189-193.

Duchemin, É., Wegmuller, F. et Legault, A. M. (2010). Agriculture urbaine : un outil multidimensionnel pour le développement des quartiers. *Vertigo*: 10(2).

Engler-Stringer, R. (2010). The domestic foodscapes of young low-income women in Montreal: cooking practices in the context of an increasingly processed food supply. *Health education & behavior*, 37(2), 211-226.

Enriquez, D. et Klein, J.L. (2011). Les déserts alimentaires et la réponse communautaire : Un cas dans un quartier précaire à Montréal. Texte présenté lors du colloque XIIIe Rencontres du RIUESS.

Florent, Luc (2017). Cartographie du système alimentaire de l'est de Montréal. Repérer, catégoriser et analyser l'offre des dix quartiers du territoire du Réseau alimentaire de l'Est. Octobre 2017, *Contributions de la Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique*, n° 2.

Fortin, J. et Klein, J.-L. 2016. Évaluation des actions en sécurité alimentaire de l'organisme Équipe mobile en alimentation dans la Petite-Bourgogne, *Cahiers du CRISES, UQAM-CRISES*.

Frigault, L.-R. (2018) Portrait des jeunes montréalais de 6e année, Résultats de l'enquête TOPO 2017 de la Direction de santé publique de Montréal, CIUSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal, 2018.

Gaudet, J. et al. (2012). Document présenté à : Direction de santé publique de Montréal de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, 2012.

Jalbert-Arseneault, É., Robitaille, É. et Paquette, M.-C. (2017). Development, reliability and use of a food environment assessment tool in supermarkets of four neighbourhoods in Montreal, Canada. *Health Promotion and Chronic Disease Prevention in Canada*: 37(9).

Lebel, A., Kestens, Y., Pampalon, R., Thériault, M., Daniel, M. et Subramanian, S. V. (2012) Local Context Influence, Activity Space, and Foodscape Exposure in Two Canadian Metropolitan Settings: Is Daily Mobility Exposure Associated with Overweight?, *Journal of Obesity*, vol. 2012, Article ID 912645, 9 pages, 2012.

Maisonnette, C., Blanchet, C. et Hamel, D. (2014). *L'insécurité alimentaire dans les ménages québécois : mise à jour et évolution de 2005 à 2012*. Institut national de santé publique du Québec.

Malek, M. A. (2018, février). Rapport sur la situation concernant la sécurité alimentaire dans l'ouest de l'Île. Rapport du sondage sur la sécurité alimentaire, Table de quartier Sud de l'Ouest de l'Île.

Mercille, G., Richard, L., Gauvin, L., Kestens, Y., Shatenstein, B., Daniel, M. et Payette, H. (2012). Associations between residential food environment and dietary patterns in urban-dwelling older adults: results from the VoisiNuAge study. *Public health nutrition*, 15(11), 2026-2039.

OCPM (2012, octobre). État de l'agriculture urbaine à Montréal, Rapport de consultation publique, 157 p.

Páez, A., Gertes Mercado, R., Farber, S., Morency, C. et Roorda, M. (2010). Relative accessibility deprivation indicators for urban settings : definitions and application to food deserts in Montreal. *Urban Studies*, 47(7), 1415-1438.

Pérez, E., Roncarolo, F. et Potvin, L. (2017). Associations between the local food environment and the severity of food insecurity among new families using community food security interventions in Montreal. *Can J Public Health*, 108(1), 49-55.

Raynault, M. F., Tessier, S. et Thérien, F. (2015). Pour des logements sains et abordables. *Direction régionale de santé publique CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal : Montréal, QC, Canada*.

Robitaille, É., Bergeron, P., et Laguë, J. (2013). Accessibilité géographique aux commerces alimentaires au Québec : analyse de situation et perspectives d'interventions. Direction du développement des individus et des communautés, Institut national de santé publique Québec.

Robitaille, É., Paquette, M.-C., Cutumisu, N., Lalonde, B., Cazale, L., Traoré, I. et Camirand, H. (2015). L'environnement alimentaire autour des écoles publiques et la consommation de malbouffe le midi par des élèves québécois du secondaire, *Institut national de santé publique*, Gouvernement du Québec.

Rodier, F. et Durif, F. (2015). *Les habitudes de consommation et d'approvisionnement alimentaire des résidents de deux déserts alimentaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve*. Montréal : ESG, UQAM.

Rodier, F., Durif, F. et Ertz, M., (2017). Food deserts: is it only about a limited access?, *British Food Journal*, Vol. 119 Issue: 7, 1495-1510.

Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S. et Potvin, L. (2015a). Food capacities and satisfaction in participants in food security community interventions in Montreal, Canada. *Health promotion international*, 31(4), 879-887.

Roncarolo, F., Adam, C., Bisset, S., et Potvin, L. (2015b). Traditional and alternative community food security interventions in montreal, Quebec: different practices, different people. *Journal of community health*, 40(2), 199-207.

Roncarolo, F., Bisset, S. et Potvin, L. (2016). Short-term effects of traditional and alternative community interventions to address food insecurity. *PLoS one*, 11(3), e0150250.

Rondeau, J. (2016). Portrait montréalais des recherches sur le système alimentaire, Montréal Métropole en santé (Système alimentaire montréalais [SAM]). 61 p., Récupéré de <https://sam.montrealmetropoleensante.ca/ressources>.

Table de concertation sur la faim (2012, mai). Pour un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise, Mémoire de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain.

Van Hulst, A., Barnett, T. A., Gauvin, L., Daniel, M., Kestens, Y., Bird, M. et Lambert, M. (2012). Associations between children's diets and features of their residential and school neighbourhood food environments. *Can J Public Health*, 103(9), 48-54.

Voghel Robert, M.-É. (2016, mars) Portrait de L'approvisionnement des initiatives alimentaires alternatives, Réseau régional d'approvisionnement pour les initiatives solidaires et les réseaux alternatifs, 62 p.

Yorn, C., Bachand, N., Puskas, G. et Bisson, M. (2012). Mangez frais, mangez près. Analyse transversale sur les circuits courts et les saines habitudes de vie au Québec, Equiterre, 54 p.

Projets en cours n'ayant pas fait l'objet d'une publication

Aunio, A.-L., Martorell, H. et Janvier, G. (en cours), Mobiliser des nouvelles technologies pour transformer les villes et bâtir des communautés de changement, Justice et durabilité alimentaire Projet de recherche collaborative, Collège Dawson, 2018-2020 (étude en cours).

Moisson Montréal (en cours). Diagnostic des pratiques en sécurité alimentaire sur l'île de Montréal.

Potvin et al. (en cours), Que deviennent les personnes qui demandent de l'aide alimentaire? Des partenaires engagés.

Autre documentation

Anderson S. (1990). Life sciences research office report: Core indicators of nutritional state for difficult-to-sample populations. *J Nutr* 1990;120:1555-600. PMID: 2243305.

Arnstein, S. R. (1969). A Ladder of Citizen Participation, *JAIP*, Vol. 35, No 4, July 1969, 216-224.

Bilodeau, A. (2006). Évaluation de la planification du programme de subventions en sécurité alimentaire. Comité de pilotage du projet. Direction de Santé Publique. Agence de la santé et de services sociaux de Montréal.

Blanchet, C. et Rochette, L. (2014). Les achats alimentaires des Québécois de 2006 à 2010 au regard de la saine alimentation. Surveillance des saines habitudes de vie, volume 2. Institut national de santé publique du

Québec. Disponible en ligne à https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/1766_achats_aliments_quebecois.pdf.

Carter et al. (2013). Place and food insecurity: a critical review and synthesis of the literature. *Public Health Nutrition*: 17(1), 94-112.

Cohen, B. (2002). USDA Community Food Security Assessment Toolkit. Disponible en ligne à https://www.ers.usda.gov/webdocs/publications/43164/15809_efan02103fm_1_.pdf?v=41.

Cole, M. B. et al. (2018). The Science of Food Security. *npj Science of Food* 2(14).

Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. (2008). Cadre de référence pour le soutien au développement de la sécurité dans la région de Montréal 2008-2012.

Ericksen, P.J. (2007). Conceptualizing food systems for global environmental change research. *Global Environmental Change*, 18(1): p. 234-245

IUCN (2013). Politiques de sécurité alimentaire : établir des liens avec les écosystèmes. Gland, Suisse : IUCN.

Marois, P. (2005). La pauvreté et l'exclusion : les plus importants problèmes de droits et libertés, Allocation devant Centraide Québec, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 11 mai 2005.

Martorell, Hugo. (2017). The Evolution of City-Region Food Governance in Montreal Food Politics, Policy and Planning Under Quebec's Neoliberal Turn, Thèse dans le cadre du programme d'art, Université Concordia, Montréal, 137pp

Miles, M. B. et Huberman, A. M. (2003). *Analyse des données qualitatives*. De Boeck Supérieur, 2e édition, 626 p.

National Research Council and Institute of Medicine (2013). Research Opportunities Concerning the Causes and Consequences of Child Food Insecurity and Hunger: A Workshop Summary. N. Kirkendall, C. House, and C.F. Citro, Rapporteurs. Committee on National Statistics, Division of Behavioral and Social Sciences and Education. Food and Nutrition Board, Institute of Medicine. Washington, DC: The National Academies Press.

OPHA (2017). OPHA's Response to Ontario's First Food Security Strategy. Disponible en ligne à <http://www.opho.on.ca/Events-News-and-Media/News/Ontario%E2%80%99s-First-Food-Security-Strategy.aspx>.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. (2006). Division de l'économie agricole et du développement (ESA) de la FAO et Programme de sécurité alimentaire CE-FAO: Sécurité alimentaire - notes d'orientation. 4p.

Pageau, M., Bertrand, L., Marier, C., Morrow, C. et St-Denis, A. (2008). Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire. Mise à jour 2008. Département de santé publique, MSSS, Gouvernement du Québec, 39 p.

Paquette, M. C. et al. (2016). Cadre de référence des indicateurs d'achats pour caractériser l'alimentation et l'environnement alimentaire au Québec. Institut national de santé publique du Québec, Direction des individus et des communautés.

Poppy, G.M. et al. (2014). Food security in a perfect storm: using the ecosystem services framework to increase understanding. *Phil. Trans. R. Soc. B* 369 : 20120288.

Pothukuchi, K. (2004). Community Food Assessment: A First Step in Planning for Community Food Security. *Journal of Planning Education and Research*, 23: p.356-377.

Tarasuk V. (2005). Household food insecurity in Canada. *Topics in Clinical Nutrition*, 20, 299-312.

Tarasuk, V., Mitchell, A. et Dachner, N. (2016). L'insécurité alimentaire des ménages au Canada, 2014. Toronto : Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). Récupéré de <http://proof.toronto.ca/>.

Tarasuk, V. et al. (2018). The case for more comprehensive data on household food insecurity. *Health Promotion and Chronic Disease Prevention in Canada*: 38(5).

TEEB (2018). TEEB for Agriculture & Food: Scientific and Economic Foundations. Geneva: UN Environment.

Ville d'Edmonton (2012). Fresh – Edmonton's Food and Urban Agriculture Strategy. Disponible en ligne à https://www.edmonton.ca/city_government/documents/FRESH_October_2012.pdf.

Winne, M. (1997). Community food security – A guide to concept, design and implementation. Community Food Security Coalition.



Fondation du Grand Montréal

505, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1000
Montréal (Québec) H2Z 1Y7
Tél. : 514 866-0808, Téléc. : 514 866-4202
info@fgmtl.org

fgmtl.org